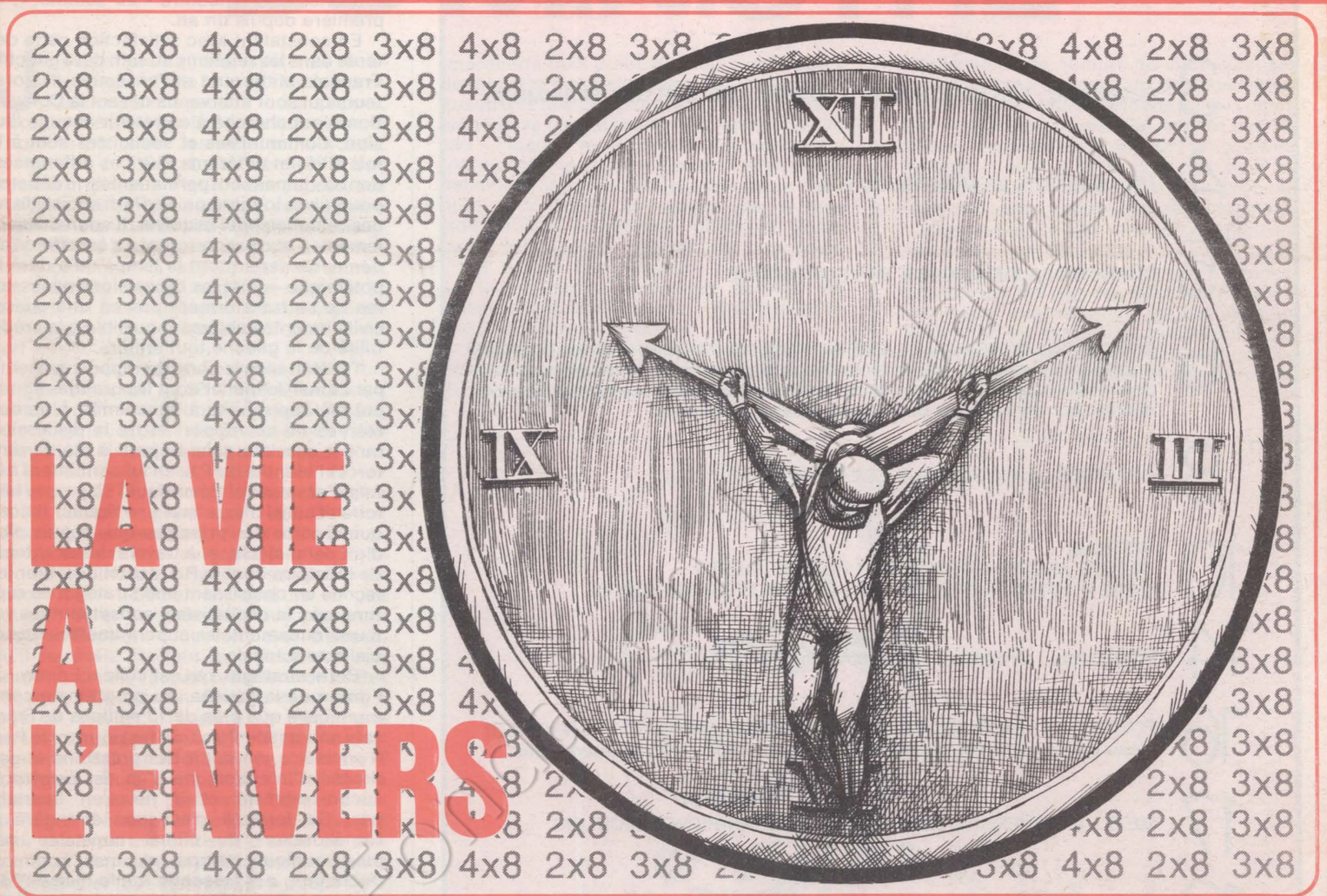
L'unité

N° 157 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 9 au 15 mai 1975



LA VIE A L'ENVERS

RELANCE A GAUCHE

On avait assez dit qu'elle tombait mal cette Convention nationale sur les rapports entre le Parti socialiste et le Parti communiste ! Cette partie de la presse toujours à l'affût de la moindre note discordante à gauche (Antenne 2, par exemple, n'a rendu compte du Comité directeur du P.s., samedi dernier, qu'en parlant de l'incident survenu entre la majorité et le Cérès à propos de l'action de celui-ci au sein du Snes) attendait peut-être de cette Convention qu'elle relance une polémique au moment même où celle-ci paraissait s'apaiser.

Il n'en a rien été et à l'occasion de ces débats qui réunissaient l'ensemble des responsables nationaux et départementaux du Parti socialiste ceux-ci ont montré à la fois un sens aigu de leur

(Suite page 2)

VIETNAM :

TRENTE ANS DE GUERRE

•

VERS L'AUTO-DETERMINATION

Sommaire

3 ECONOMIE : LES HABITS NEUFS DU MINISTRE, PAR GUY PERRIMOND

4 UN AN APRES, LA MONTEE DU P.S.

5 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

6 CONDITIONS DE TRAVAIL : LA VIE A L'ENVERS, PAR MICHELE BACKMANN
Autrefois conditionné par la technologie (feu continu), le travail posté est désormais imposé par l'économie. Autrement dit par la recherche du profit maximum... en échange de millions de vies en miettes.

8 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

10 VIETNAM
TRENTE ANS DE GUERRE, PAR CLAUDE FUZIER
VERS L'AUTODETERMINATION ? PAR WILFRED BURCHETT

14 PORTUGAL : UNIDADE..., PAR MAURICE FABIEN

16 POLLUTION : DE SI JOLIES PETITES PLAGES, PAR JOSETTE BARBIERI
L'eau de Trouville est si polluée... qu'un microbe ne s'y risquerait pas.

17 METZ : L'UNIVERSITE ASPHYXIEE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

18 CHANGER LA VIE CULTURELLE

19 LIVRES : DUCLOS ECRIVAIN, PAR GEORGES FRAMERIES

20 LES TRUANDS DU PATRONAT
III. L'ART ET LA MANIERE D'UTILISER LA FORMATION PERMANENTE
Dans la troisième et dernière partie de notre document consacré aux truands du patronat, Nicolas Brimo raconte comment certains giscardiens malins remplissent, avec la complicité du patronat et en toute impunité, les caisses noires de leur parti grâce à une loi dite sociale : la Formation permanente.

22 LA GUERRE DES DEBRIS

24 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 6, 10, 13) Barrigue (pages 3, 22) Coureuil (pages 1, 7, 20, 21) Lacroux (page 16) Magnum (pages 10, 11) Norma (pages 15, 19) Solo (page 5) Viva (page 15).

→

responsabilité et une volonté unitaire qui ne s'est jamais démentie. Loin d'avoir aggravé les difficultés, la Convention a été ainsi l'occasion d'une initiative constructive de nature à relancer l'action unie de la gauche. La convocation du Comité central du P.c.f. ; les 27 et 28 mai, « pour préparer dans les meilleures conditions de nouvelles discussions entre partis signataires du programme commun », constitue une réponse positive permettant d'envisager pour les prochaines semaines une rencontre « au sommet », la première depuis un an.

En constatant avec satisfaction cette détente dans les relations au sein de la gauche, François Mitterrand et l'ensemble des orateurs qui sont intervenus devant la Convention n'ont cherché à entretenir aucune illusion. Communistes et socialistes sont à la fois alliés et différents. Sur ces différences, dont certaines sont permanentes, le débat se poursuivra longtemps. Le Parti socialiste ne désire nullement l'esquiver. Il souhaite seulement — et c'est pourquoi il s'est efforcé de demeurer serein tout le temps qu'a duré la polémique — que les discussions nécessaires ne se transforment pas en une guerre civile incontestablement nuisible à la crédibilité de la gauche tout entière.

Tel était bien le sens du rapport présenté par Lionel Jospin et dont les grandes lignes ont été approuvées à l'unanimité. L'un des mérites de ce rapport et de la discussion qu'il a suscitée dans le parti a été de renforcer l'identité du P.s. en lui permettant à la fois d'assumer et de critiquer sa propre histoire et aussi d'exprimer une rigueur théorique à partir des principes qui, depuis plus d'un demi-siècle, et à travers des accidents de l'Histoire dont le P.s. actuel a su tirer les leçons en choisissant une stratégie de rupture avec le capitalisme, constituent les valeurs fondamentales et permanentes du socialisme français.

Cette stratégie, qui est celle d'Epinay, de l'union de la gauche, du programme commun, celle que près de 13 millions de Français ont ratifiée il y a tout juste un an, le Parti socialiste, en dépit des pressions et des procès d'intention, ne s'en est écartée à aucun moment et il ne s'en écartera pas. Sa fermeté n'est pas étrangère à l'amélioration du climat constatée depuis quelque temps et que l'opinion publique a ressentie elle-même de façon positive si l'on en croit les résultats des élections partielles cantonales ou municipales — dimanche encore celle de Chartres.

La relance à gauche que rendent possible les délibérations du dernier week-end va se traduire par de nouvelles actions communes contre la politique du Pouvoir, prolongeant la campagne des meetings communs sur l'emploi et la vie chère. Elle n'empêchera ni les socialistes ni les communistes de poursuivre leurs actions propres mais elle donnera aux uns et aux autres plus de force pour lutter contre l'adversaire commun qui reste le même aujourd'hui qu'il y a un an.

Alliés naturels, communistes et socialistes sont aussi concurrents. Ils le sont encore davantage là où le P.s. entend se placer lui aussi sur le terrain de la lutte de classes et de la défense des travailleurs. C'est vrai en France et c'est vrai au Portugal. Et il ne nous est pas indifférent qu'après une période de forte tension, en France comme au Portugal, s'opèrent les rapprochements nécessaires. Ici comme là-bas des millions d'hommes et de femmes mettent leurs espoirs dans la gauche unie. Elle n'a pas le droit de les décevoir.

CLAUDE ESTIER

Coll. Fondation Jaurès

LES HABITS NEUFS DU MINISTRE

Economie

« Je suis affolé de l'incompétence technique que révèle la majorité des propositions de la gauche ». Sans appel, le couperet est tombé. Dans ses habits neufs d'homme politique, Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'Economie, confiait la semaine dernière au « Figaro » ses succès, ses analyses, ses ambitions et, sur cette pauvre gauche, l'étendue de son mépris. Le technicien du froid tenait, dans sa première interview « politique » à rappeler qu'il ne saurait être question d'être « expert et rouge ». Et lui qui n'est pas rouge pour un sou espérait ainsi prouver à contrario qu'il était « expert ».

Il faut comprendre Fourcade. Voilà un homme qui jusqu'au 28 mai dernier s'était contenté d'être haut fonctionnaire ou directeur de banque. Bien sûr il ne manquait pas d'ambition. Mais s'il avait goûté aux délices de la politique, c'était tout en bas de l'échelle : en 1971, il devient maire de Saint-Cloud, conseiller général en 1973. C'est sa nomination au poste de ministre des Finances qui va le révéler au grand public. D'entrée de jeu il va devoir utiliser son passé de « technicien ». Seulement cela ne va pas pouvoir durer longtemps. Pour plusieurs raisons. Peut-on concevoir, tout d'abord, qu'il se révèle meilleur technicien que son grand timonier, l'actuel président de la République ? Ce dernier, durant des années, a joué ce rôle. Et a réussi à s'y forger une auréole. Or, à part de devenir à son tour un « cactus », il doit être difficile de prétendre le surpasser ! Puis « le patron » avait de la chance : il n'avait pas les problèmes d'aujourd'hui. Il était plus facile alors de passer pour un expert. Il suffisait d'avoir un discours suffisamment hermétique et ce faisant de persuader tout de même son public qu'il allait comprendre l'alpha et l'omega de l'économie et de la politique gouvernementale. Alors les choses allaient lentement. Il fallait trois ans pour passer de 100 000 à 300 000 chômeurs. C'était le bon temps...

Dans son bureau, en contemplant des courbes à rendre morose, Fourcade a dû se dire que les techniciens de seconde zone n'avaient qu'un temps. S'il voulait durer il lui fallait changer de registre. Utiliser sa technique pour changer de dimension. Il ne lui restait qu'une solution : faire de la politique. C'est-à-dire pouvoir faire des discours que le public oublie, ne plus avoir d'objectif chiffré, d'échéances, parler davantage des problèmes de « société » et être un peu moins interrogé sur les indices mensuels de conjoncture.

Premier temps, trouver une structure. Où, bien évidemment, on soit le premier. C'est que le pauvre ministre doit en avoir assez de jouer les doublures. Du coup, le voilà à la tête des clubs « Perspectives et Réalités ». A défaut d'autre chose, cela permet de faire des discours d'homme politique. Puis on se fait interviewer. C'est « le Figaro » qui a eu l'honneur de recueillir sa première interview « politique ». Un véritable « scoop ». Pour marquer à quel point elle était « politique » le ministre technicien a suivi son « papier » jusqu'à la mise en page, allant jusqu'à faire changer le titre de la une. Naïf, un journaliste du « Figaro » avait titré sur les contradictions entre Fourcade et Chirac. C'était, naturellement, inacceptable et secondaire. Surtout pour Chirac qui exigea que le titre soit modifié. L'apprenti politicien après avoir longuement réfléchi eut une idée. Et à la une du « Figaro » on put lire : « L'incompétence technique domine les propositions de la gauche ». A défaut de le prouver, autant le répéter !

Car les 11 mois de refroidissement que la France vient de subir ne permettent pas de tresser des lauriers à ce cher ministre. A suivre l'envolée du nombre de chômeurs, ses compétences ne semblent pas évidentes. Certes, il est entouré d'experts parfois qualifiés — « ce sont souvent les mêmes que les miens » a précisé avec humour François Mitterrand — mais il ne semble pas avoir su utiliser au mieux les analyses et les propositions que ceux-ci établissent régulièrement.

Reprenons. En juin 1974, promu ministre de l'Economie, Fourcade trouve une situation bien peu reluisante. Car son prédécesseur n'a pas fait que des miracles. Et l'environnement international n'est pas des plus favorables. De surcroît, la campagne présidentielle a permis à la gauche d'expliquer ce que serait sa politique. Et de devenir crédi- →



Fondation Jean-Jaurès

LES HABITS NEUFS DU MINISTRE

ble. Il fallait donc que Fourcade réussisse un double tour de force : utiliser la crise au mieux des intérêts du grand patronat tout en évitant que les mesures prises ne provoquent une explosion sociale.

Utiliser la crise cela signifiait dépoussiérer le tissu industriel, aider les firmes les plus agressives à conquérir de nouveaux marchés, faire payer aux Français les hausses des matières premières. C'est-à-dire maintenir et accroître par n'importe quel moyen les profits. Eviter l'explosion, c'était ramener l'inflation à un taux acceptable pour la population tout en limitant le chômage. Où en est-on un an après ?

Si l'on prend les « thermomètres » habituels, on pourrait croire que le ministre a presque réussi. Depuis trois mois la balance commerciale est excédentaire, et le taux d'inflation a légèrement baissé. Seulement utiliser un thermomètre n'a jamais guéri qui que ce soit. Et il est des maladies qui évoluent sans fièvre. La balance commerciale française est excédentaire non pas parce que la France vend plus, mais parce qu'elle achète moins. Beaucoup moins. La chute des importations est telle qu'elle cache une chute des exportations ! Non seulement les ménages ont moins consommé mais le refroidissement a atteint l'industrie. Qui à son tour a acheté moins de matières premières et moins de machines à l'étranger. Or, les patrons ne sont pas des philantropes. Lorsque la production baisse, ils licencient ou mettent leurs salariés en chômage partiel. Et comme ils tiennent à faire des bénéfices, ils augmentent les prix. Si à cela on ajoute la baisse du dollar — donc des achats libellés en dollar comme le pétrole et de nombreuses matières premières importées — et la douceur exceptionnelle de l'hiver, on s'aperçoit que le « technicien » a surtout eu une chance insolente. Et la chance, cela ne dure pas.

Pas d'appel d'air

Fourcade avait fait un pari. Le plan de refroidissement portait sur une relance étrangère, sur la multiplication des nouveaux clients, sur les achats des pays pétroliers. Ce pari a été perdu. Nos voisins n'ont pas « relancé ». Et il n'y a pas eu appel d'air. Seulement, comme nous leur vendons essentiellement des produits de base — blé, lait, sucre — ils n'ont presque pas réduit leurs achats. Quant aux « pays pétroliers » ils sont allés acheter ailleurs...

Et aujourd'hui Fourcade se retrouve avec 766 000 chômeurs officiels. Et doit admettre qu'il y a de fortes « chances » pour qu'à la fin de l'année on atteigne le million. Il l'a clairement laissé entendre lors de l'émission « le Point sur l'A 2 ». Un millions de chômeurs officiels cela fait combien de chômeurs réels ? Et combien de chômeurs partiels ?

En 11 mois, Fourcade a donc appris qu'il n'arriverait pas, comme l'a fait son prédécesseur, à passer pour un technicien infaillible. Il sait que les explosions, si elles sont imprévisibles viendront. Plus vite qu'il ne le souhaite. Entre le plan de stabilisation de Valéry Giscard d'Estaing et mai 1968, cinq ans se sont écoulés. Mais le plan de stabilisation était plus « doux » que le « refroidissement » actuel...

Enfin, suprême inconvenance, Fourcade a réalisé que même les patrons étaient parfois mécontents de lui. Ou, tout au moins, qu'ils ne lui accordaient pas une confiance débordante. Un exemple suffira. C'est traditionnellement en mai-juin que les directions d'entreprises examinent les investissements et les budgets de l'année à venir. Cette année, malgré les discours de Fourcade, dès le mois de mars, il est devenu évident que les investissements seraient rares. C'est que dans une conjoncture hésitante le patronat hésite. Fourcade a donc décidé de pousser à la roue ; en faisant des cadeaux. Pourtant cela n'a pas décidé le patronat. Pour les dirigeants du C.n.p.f. Fourcade n'est capable que de lire des bilans, pas les comptes d'exploitation. Ce qui est une manière élégante de dire qu'il ne comprend pas grand-chose au fonctionnement et aux besoins des entreprises. « C'est un trésorier, pas un ministre des Finances », expliquait un patron « mécontent ».

Et de fait, le nouveau « technicien » de l'économie fait davantage penser à un noble de 1788 appliquant le droit de 1215 qu'à autre chose. Bien sûr, il ne fera pas d'immenses « gaffes ». Directeur financier de la firme France il veillera, sous les ordres de son P.d.g., un certain Valéry Giscard d'Estaing et de son directeur général, Jacques Chirac à satisfaire ses actionnaires. Mais cela serait-il suffisant pour faire d'un haut fonctionnaire ayant « pantouflé » dans la banque, un politicien capable d'affronter les traversées dangereuses et solitaires ?

GUY PERRIMOND

Un an après, la montée du P.s.

Le Comité directeur et la Convention nationale du Parti socialiste ont pris au cours du dernier week-end une série de décisions (condamnation de la création par le Cérès d'une nouvelle tendance au sein du Snes, dissolution du bureau des Jeunesses socialistes, etc.) et adopté une série de textes sur le Portugal, sur l'Espagne, sur le Viet-Nam (voir page 14) et, naturellement sur les relations P.s.-P.c. Voici d'autre part la résolution que Jean Poperen a fait adopter à l'unanimité sur la campagne qui va être lancée sur le thème « Un an après, la montée du Parti socialiste ».

« Un an après la grande campagne de la gauche pour l'élection présidentielle, avec son candidat, François Mitterrand, la montée du Parti socialiste est un des faits majeurs de la vie politique française. En maintenant ferme le cap sur l'union de la gauche, en s'élargissant à l'ensemble des socialistes à l'occasion des Assises du socialisme, en menant partout l'action contre la vie chère et le chômage, contre la crise et ses conséquences, contre le pouvoir des privilèges et de l'injustice, pour la défense des libertés démocratiques dans les communes comme dans les régions et dans l'Etat, en prenant une place éminente dans l'organisation de la solidarité internationale des travailleurs, le Parti socialiste est apparu de plus en plus comme la grande force unitaire, dynamique et novatrice dont la gauche française a besoin.

« Un parti socialiste fort et actif, c'est, pour des millions de Français, une garantie que la relève de gauche est possible, que le temps est venu de changements décisifs, de ces changements mêmes espérés et voulus par le monde du travail. Le succès de la récente campagne commune pour l'emploi et contre la vie chère, les résultats, semaine après semaine, de presque toutes les élections partielles attestent la vigueur de la dynamique de la gauche. Pour donner plus d'élan encore au grand mouvement qui porte des Français et des Françaises de plus en plus nombreux vers le Parti socialiste, le Comité directeur appelle tous les socialistes à la propagande, à l'action, au recrutement sur le thème : « Un an après, la montée du Parti socialiste ».

« Par la présence de son sigle et de ses mots d'ordre sur tous les murs, sur toutes les routes de France, par la campagne des mille réunions et fêtes populaires, qui culminera le 23 juin au Palais des Sports de Paris où parlera François Mitterrand, par les journées de dialogue du 22 mai (« Le Parti socialiste avec les travailleurs ») et des 31 mai et 1er juin (« Le Parti socialiste avec vous »), le Parti socialiste souhaite entraîner à l'action et à l'engagement politique tant et tant de ceux qui sont maintenant convaincus que la solution est à gauche, telle qu'elle a été définie par le programme commun. Le Comité directeur demande à toutes les Fédérations et sections du Parti d'arrêter dès maintenant leurs décisions pour cette campagne, pour accroître encore le rayonnement et les effectifs du Parti, pour faire du Parti socialiste l'artisan de plus en plus efficace du combat victorieux de la gauche. »

changer la vie politique

LA VICTOIRE DE CHARTRES

Confirmant la poussée enregistrée lors des élections partielles de ces dernières semaines, la victoire socialiste à Chartres est particulièrement significative dans une ville qui est pourtant de tradition modérée.

Alors qu'en 1971 la liste de droite l'avait emporté dès le premier tour sur la liste d'union de la gauche conduite par Georges Lemoine, celui-ci arrivait le 27 avril nettement en tête avec une liste purement socialiste, l'accord n'ayant pu se faire pour une liste commune avec le P.c.f. Celui-ci s'étant désisté, la liste Lemoine l'a emporté largement dimanche avec près de 500 voix de plus que le total des deux listes de gauche au premier tour. Trois élus socialistes entrent ainsi au Conseil municipal de Chartres dont la majorité réactionnaire est désormais sérieusement menacée.

LA FRANCE MAL LOGEE

« Propositions pour l'habitat », le livre blanc de l'Union nationale des fédérations d'organismes H.l.m., a été présenté mardi à la presse.

Répartis en 5 commissions, près de 450 spécialistes — représentant les élus locaux, une cinquantaine d'organisations (usagers, consommateurs, syndicats, financiers, professions de la construction...) et les responsables des H.l.m. — ont participé à son élaboration entre novembre 1974 et mars 1975. Gageons que la « commission Barre » instituée par le président de la République pour proposer des solutions aux problèmes de l'habitat sera vivement intéressée par ce livre blanc. Mais qu'en retiendra-t-elle ? Dans la préface du livre, qui dresse un sévère constat de la situation, le président de l'Union nationale des H.l.m., Albert Denvers, note : « La construction sociale est en crise. Nous lancerons cette année moins de logements sociaux que par le passé. Nous le ferons dans des conditions telles que ces nouveaux logements ne seront plus « sociaux ». Nous contribuerons donc moins bien, en 1975, à l'amélioration des conditions de vie des Français les plus démunis. » Ce problème n'est pas conjoncturel. Aussi le mouvement H.l.m. demande-t-il que la politique de l'urbanisme et de l'habitat soit entièrement réformée. En ce sens le livre blanc contient plusieurs propositions, toutes chiffrées. Son objectif : mettre un terme à l'habitat comme facteur d'inégalité sociale (« la France pauvre demeure mal logée ») pour réconcilier politique sociale et politique qualitative dans l'habitat de demain. C'est possible, estiment les auteurs du livre, si on définit de nouvelles conditions de financement dans le cadre du « logement aidé unique ». Ne plus aider les catégories fortunées, moduler le loyer en fonction des revenus pour qu'il ne dépasse pas 10 % du salaire d'un smicard, voilà d'autres propositions, également possibles et raisonnables. Seront-elles appliquées et quand ?

REFORME VOLEE

Le 30 avril dernier, le gouvernement annonçait à grand bruit une nouvelle réforme : la création d'un fonds de garantie pénal pour l'indemnisation des victimes d'infractions. Radios et chaînes de télévision ont aussitôt orchestré cette « initiative ». En omettant toutefois de préciser qu'elle était purement et simplement reprise d'une proposition de loi déposée le 22 avril au Sénat par René Chazelle et plusieurs sénateurs socialistes. Le plagiat est tellement évident qu'un membre du cabinet de Jean Lecanuet a téléphoné à Chazelle pour s'excuser auprès de lui !



LE DOSSIER TOUVIER

A chaque fois qu'un journal s'intéresse à la carrière de l'ancien chef milicien Paul Touvier, les découvertes sont de taille. « L'Unité » avait déjà publié une série de documents qui prouvaient que Paul Touvier n'avait pas hésité en 1947 à venir menacer des commerçant israëlites qu'il avait déjà dépouillés sous l'Occupation.

Cette fois c'est « l'Express Rhône-Alpes » du mois de mai qui publie un nouveau témoignage contre Paul Touvier. Dans une interview, un israélite, Robert Nathan, raconte comment Paul Touvier et son équipe de miliciens gagnaient de l'argent en faisant chanter leurs victimes.

Cette pièce est venue en rejoindre bien d'autres dans le dossier Touvier actuellement instruit par la Chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Une nouvelle plainte va être déposée pour crime contre l'humanité.

PRISON ILLEGALE

L'affaire de la prison clandestine d'Arenc, sur les quais du port de Marseille, dont l'existence avait été révélée par le Syndicat des avocats de France, donne lieu chaque jour à de nouveaux développements.

Inaugurée en 1964 cette prison pourrait « accueillir » jusqu'à 80 personnes. Il semble cependant que ses effectifs aient parfois surpassé cette capacité. Les conditions d'hygiène y sont lamentables et le chauffage quasi inexistant. Cela n'empêche pas qu'elle « abrite » aujourd'hui encore 15 détenus dont l'un n'aurait que 14 ans. Les dérobades de Jean Lecanuet, ministre de la Justice et de Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, n'en sont que plus choquantes. Aussi la section marseillaise du Syndicat de la Magistrature vient-elle de dénoncer les conditions illégales des détentions qui s'y prolongent parfois pendant plusieurs semaines en dehors de tout contrôle.

LE MONSTRE DES HALLES

Une fois de plus, la majorité du Conseil de Paris a abdiqué devant la volonté du Pouvoir. Par 54 voix contre 31 (les groupes de gauche, plus le « jobertiste » Galy-Dejean) et l'abstention de cinq centristes, le Préfet a fait adopter les propositions de l'administration pour l'aménagement des Halles après avoir écarté dans les conditions les plus arbitraires le projet des architectes de l'Atelier parisien d'urbanisme qui avait pourtant recueilli la grande majorité des suffrages des 20 000 Parisiens admis à voir les maquettes exposées à l'Hôtel de Ville.

Cette consultation populaire était, en soi, une excellente idée. Elle n'a guère été utile puisque les jeux étaient faits d'avance. Mais le choix fait par la majorité du Conseil qui tente de saupoudrer le projet de Ricardo Bofill d'un peu de ce que contenait le projet Bernard risque de donner naissance à un monstre en plein cœur de Paris. Un monstre qui coûtera cher puisque selon le rapporteur Christian de la Malène, le coût public de l'opération sera de 856 millions (85 milliards d'anciens francs) soit, par rapport au devis initial, un surcroît de 300 millions. Chiffres officiels dont il est d'ores et déjà certain qu'ils seront largement dépassés. C'est pourquoi les conseillers de la majorité ont voté sans enthousiasme et c'est pourquoi aussi, concluant son intervention au nom du groupe socialiste, Claude Estier s'est écrié à leur adresse : « Croyez-moi, nous en reparlerons ! »

Conditions de travail

LA VIE A L'ENVERS

Elargissement du conflit à Usinor-Dunkerque : lundi, 80 à 85 % des 10 000 salariés du complexe sidérurgique ont répondu au mot d'ordre de grève générale de 24 heures lancé par leurs syndicats C.g.t. et C.f.d.t.

Au départ, une semaine plus tôt, le conflit ne concernait que les 1 200 ouvriers des aciéries : des « postés » constatant que leurs conditions de travail ne faisaient qu'empirer. A Usinor, comme dans beaucoup d'autres entreprises, le travail posté se développe en effet de plus en plus. La direction, soucieuse de rentabilité, supprime certains postes, mais augmente les cadences : ainsi, les travailleurs de l'aciérie constatent qu'ils sont passés de 11 coulées par poste de travail à 20 coulées, alors que certaines équipes sont en chômage partiel. La direction évoque la crise, mais prévoit la même production pour 1975 que pour 1974. Le lundi 28 avril les travailleurs des aciéries se mettent en grève : s'il y a crise, disent-ils, il y a moyen de produire différemment, en supprimant le travail de nuit du samedi, et celui du dimanche. Ils réclament une cinquième équipe, afin de ne plus faire que 40 heures d'affilée (au lieu de 56). Ils veulent également des augmentations de salaire compensant les pertes dues au chômage forcé.

La direction d'Usinor refuse net de discuter. Les grévistes durcissent alors leur action et décident de ne plus vider les mélangeurs (installations qui permettent de maintenir la fonte sortant des hauts fourneaux à bonne température en attendant qu'elle soit transportée vers l'aciérie). Il est vrai qu'à terme, cette action met en cause l'outil de travail : mais à la fin de la semaine de grève, cet outil ne risquait rien avant une huitaine de jours.

Les patrons d'Usinor n'attendent pas aussi longtemps : c'est du sabotage, disent-ils en portant l'affaire devant le tribunal des référés, il faut assurer immédiatement la vidange des mélangeurs. Le tribunal ordonne l'évacuation des lieux et interdit l'accès de l'usine à 4 personnes (un travailleur immigré et 3 délégués C.f.d.t.). Réaction maintenant traditionnelle : la politique des otages. Seconde étape : dans la nuit du vendredi 2 mai au samedi 3 mai les forces de l'ordre interviennent. Les syndicats avaient pourtant recherché un terrain d'entente : il n'a jamais été question pour eux d'abîmer l'outil de travail, et ils proposaient, en gage de bonne volonté, d'effectuer deux coulées pour vérifier l'état du matériel. La direction ne tient pas compte de cette proposition. Ce qu'elle veut, c'est tout ou rien, et à 4 h 30 le samedi, les C.r.s. font évacuer l'usine : une solution de force qui durcit le conflit.

Le lundi, c'est la grève générale à Dunkerque. Le mardi, des arrêts de travail ont lieu dans toutes les usines du groupe Sollac-Sacilor. Et dès le début de la semaine, les syndicats de la métallurgie étudient comment élargir encore l'action au niveau du groupe Usinor, et dans toute la sidérurgie. La grève d'Usinor-Dunkerque risque donc de servir de détonateur à un mécontentement qui ne cesse de croître : celui des « postés ». Pour comprendre à quel point la situation peut se durcir et devenir explosive, il faut savoir comment vivent ceux qui travaillent en équipes, le matin, l'après-midi, la nuit.

Des commerces, des moyens de transport, et même des écoles, fonctionnant 24 heures sur 24, c'est le projet qu'ont formé certains chercheurs américains pour que le rythme des cités accompagne celui des usines. Vous avez bien lu. Ce monde à l'envers qui pointe à l'horizon de l'univers industriel américain, c'est la suite, carrée et logique comme un raisonnement d'ordinateur, de l'évolution actuelle : le travail par poste est de plus en plus répandu, de moins en moins adapté à la vie. Conclusion : pour mettre un terme à ce conflit, il reste à inventer la vie par poste. On n'en est pas encore, bien sûr, à cet enfer. Mais il faut bien constater que cette forme d'organisation du travail qui émiette le temps des hommes et broie l'équilibre des familles gagne chaque année de plus en plus de terrain.

Aujourd'hui, un salarié sur quatre travaille en « équipes fixes ou alternatives ». Dans la construction de machines, la proportion des « postés » est passée, entre 1959 et 1970, de 14,7 % à 29 %. Dans la mécanique générale, de 8,2 % à 15,3 %. Dans le verre et la céramique, de 20 % à 31 %. Dans le papier-carton de 28 % à 45 %. Dans l'industrie polygraphique, de 15,9 % à 26,1 %. Sans compter le pétrole, les carburants (48 %) et les mines où la quasi-totalité du personnel travaille de jour comme de nuit.

Conditionné à l'origine par des impératifs techniques, le travail posté était autrefois la caractéristique des entreprises fonctionnant à feu continu, comme la sidérurgie ou l'industrie du verre par exemple : impossible en effet d'arrêter un haut fourneau ou un four à verre sans provoquer une longue interruption de la production, et mettre en danger l'installation elle-même. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement la technologie, mais l'économie qui impose aux salariés le travail

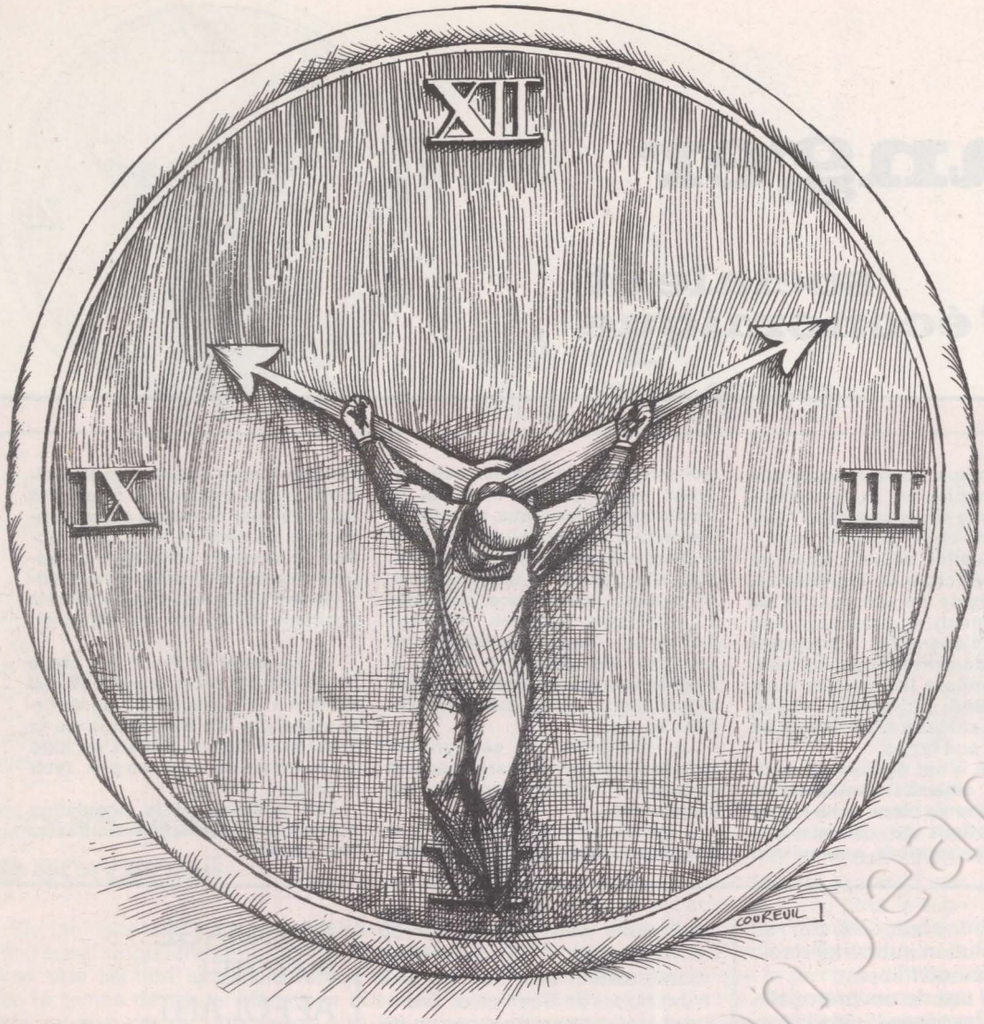


A Usinor-Dunkerque, grévistes et C.r.s. face à face devant les bâtiments des mélangeurs

par poste : un équipement industriel qui fonctionne — donc produit — 24 heures sur 24 est évidemment plus rapidement rentabilisé qu'une usine qui tourne 8 ou 16 heures par jour. On s'en doute, c'est un argument qui prend rapidement force de loi dans le cerveau d'un financier ou d'un industriel. Une loi qui a pour nom profit comme le dit clairement le C.n.p.f. qui souligne dans l'accord sur les conditions de travail (repoussé par les principales centrales syndicales) que « des impératifs économiques rendent... nécessaire le recours à cette forme de travail ».

Cette forme de travail qui concerne des millions de personnes, c'est le découpage de la journée en tranches : la vie en miettes. Trois grandes solutions : le 2x8, le semi-continu et le continu.

Dans le premier cas, deux équipes se relaient pour faire tourner l'usine 16 heures par jour (5 h - 13 h ; 13 h - 21 h en général). Théoriquement, il ne s'agit pas de travail de nuit. Mais lorsqu'on entre à l'usine à 5 heures ou lorsqu'on en sort à 21 heures,



Autrefois conditionné par la technologie (feu continu), le travail posté est désormais imposé par l'économie. Autrement dit par la recherche du profit maximum... en échange de millions de vies en miettes.

il faut, si l'on habite loin, faire le trajet en pleine nuit, se lever avant tout le monde et se coucher après tout le monde. C'est-à-dire déjà ne voir personne. Marie-Thérèse, employée aux Forges de Basse-Indre, à Carnaud : « L'inconvénient des 2x8, c'est surtout la semaine du matin (6 h - 14 h). On arrive à son domicile à 14 h, plus le temps de déjeûner. Pour une mère de famille, après avoir effectué le rangement, il est tout de suite 15 h, 15 h 30. Si l'on veut faire un peu de lavage ou de repassage, on est fatiguée, on a envie de dormir, si bien que les semaines du matin, je suis crevée ». (1)

Second cas : le 3 × 8 en semi-continu (5 h-13 h;13 h - 21 h ; 21 h - 5 h en général) avec un temps de repos fixe le week-end. C'est-à-dire 5 jours de travail effectif par semaine.

Troisième cas : le 3 x 8 en continu, souvent appelé 4 x 8 : la même chose, 7 jours sur 7, car la production ne s'arrête jamais, ce qui oblige à avoir une 4e équipe. Souvent organisé en rotation hebdomadaire, comme c'est le cas dans la sidérurgie, le travail en continu est ce qu'il y a de pire : 7 jours de nuit, 2 jours de repos, 7 jours d'après-midi, 2 jours de repos, 7 jours de matin, 3 jours de repos (« la grande belle ») : 56 heures de travail d'affilée, même si la durée hebdomadaire reste de 42 h 30.

Comment vit-on dans ces conditions ? Mal. Et peu. « Le travail par équipes, surtout s'il s'agit du 3 × 8 en alternance, représente certainement l'une des situations du travail industriel les plus anormales et les plus perturbantes, à la fois pour l'équilibre physique et psychique des travailleurs, et pour leur insertion sociale », écrit un chercheur du C.n.r.s., spécialiste de sociologie du travail, Marc Maurice (2), qui ajoute : « Après avoir rappelé les effets de ce mode de travail sur la santé des travailleurs, il convient de prendre mieux conscience des inconvénients, souvent graves, qu'il occasionne dans le domaine familial et social. » Vie familiale déchiquetée, vie sociale atrophiée, conflits entre les rythmes biologiques et les horaires de travail, graves perturbations des fonctions vitales — sommeil, repos, alimentation, — profonds délabrements psychologiques et affectifs, ce sont les risques et les conséquences du travail posté. Nul mieux que ceux qui les vivent ne peut en parler.

Anormal et perturbant

« La semaine de nuit, il faut une attention extrême : faire les lits sans bruits, ne pas se servir d'appareils ménagers. Aussi, quand mon mari se lève, que les enfants arrivent, je suis souvent à bout de nerfs, j'éprouve le besoin de crier ». (3)

« Je connais des gars qui vont coucher dans une cabane dans leur jardin, ou avec une couverture dans les bois ou sur les bords de l'eau, car ils sont incapables de dormir à la maison, spécialement le mercredi » (un posté de chez Cégédur).

« Le samedi et le dimanche matin, c'est dur. Maintenant il n'y a pas de différence entre samedi et dimanche. On voit les autres qui vont en week-end, c'est dur. »

« Les fêtes de fin d'année, c'est un événement pour tout le monde, ça se prépare un mois à l'avance, on achète des cadeaux, des robes, on prépare le réveillon, mais nous, non, on ne connaît pas. ». « Ce n'est pas étonnant, constate la fédération Hacuitex-C.f.d.t., si la mise au chômage en fin d'année à Rhône-Poulenc a été bien accueillie par les postés : « Pour une fois, on passera Noël et le 1er janvier en famille », ce qui ne les empêchait pas de manifester pour le paiement intégral ».

« En dehors des heures normales de sommeil, le posté sait à quelle heure la locataire du dessus met en route son lave-vaisselle, et à quelle heure sonne le facteur pour un recommandé, à quelle heure les enfants rentrent de l'école.

C'est alors que je me lève.

Et c'est la joie bruyante des enfants. Bonjour Papa ! A l'école j'ai appris une nouvelle récitation, je te la récite :

« Colimaçon est un boudeur,
Colimaçon est un boudeur
Qui n'est jamais de bonne humeur... »

Bon, c'est très bien. Je vais me raser, me passer un coup sur les dents pour avoir l'impression d'être vraiment réveillé. Et devant la glace je me répète « colimaçon est un boudeur... »

Tiens, demain, je m'y attends, en rentrant de l'école, ils me diront « Bonjour colimaçon ». Car enfin c'est vrai, quand je suis de nuit, je ne suis jamais de bonne humeur. Ma femme me le dit souvent. Et c'est vrai. »

« Quand on a été de quart de 25 à 55 ans, on s'aperçoit qu'on est passé à côté de sa femme et de ses enfants. Les enfants ne savent jamais comment travaille le père. Un calendrier est affiché dans le placard. Les jours de repos sont soulignés en rouge. » (un posté d'Elf-Antar à Donges).

« L'équilibre du ménage dépend beaucoup des rapports sexuels. C'est difficile avec les postes. Seule la semaine d'après-midi est normale. J'ai la chance d'avoir une gentille femme qui comprend. »

« Ma femme et moi nous ne nous voyons plus. Il lui faut du « sentiment ». Elle n'en a pas. »

Si la vie d'un posté est difficile, on peut imaginer quel est l'enfer d'un couple où l'homme et la femme travaillent en équipe.

→

changer la vie sociale et économique

ENTREPRISES : OBJECTIF 1000

Première réunion de la Commission nationale Entreprises, désignée après le congrès de Pau, le samedi 3 mai. Louis Mermaz, secrétaire national y a présenté un rapport d'activité des trois mois écoulés : 54 S.e. ou G.s.e. créés depuis début février, nombreux contacts entre responsables fédéraux et nationaux, présence du Parti dans les conflits, en particulier dans les plus importants : Renault, Chauffour, Currus, Everwear, Teppaz.

Après la désignation de Bertrand Delanoe comme secrétaire de la Commission, la discussion s'est ouverte sur un rapport d'Alain Rannou, délégué général, analysant la situation actuelle dans les entreprises (crise du capitalisme, attitude rigide du patronat et du gouvernement) et proposant une stratégie d'ensemble : présence aux côtés des travailleurs, non seulement pendant les conflits mais d'une manière permanente afin de donner un contenu et un débouché politiques aux luttes.

La C.n.e. s'est également assignée des objectifs immédiats et précis : mise en place dans toutes les fédérations de commissions fédérales entreprises, poursuite et renforcement de l'étroite collaboration entre secteur national et responsables fédéraux, un bulletin bimensuel de liaison entre tous les responsables-entreprises du parti, mois d'action du 15 septembre au 15 octobre, conférence nationale au printemps prochain, diffusion accrue de « Combat socialiste » en essayant de porter le tirage à 50 000 exemplaires. Enfin un objectif prioritaire : 1 000 S.e. ou G.s.e. dans un an.

La réalisation de ces projets suppose la prise en charge par tout le parti de l'implantation dans les entreprises.

C'était le sens de la présence et des propos tenus par François Mitterrand. Venus assurer les participants à ces travaux de la priorité accordée par lui-même et par l'ensemble du secrétariat à cette action, le premier secrétaire a rappelé l'importance pour le Parti socialiste d'être présent sur le terrain privilégié de la lutte des classes.

★ Au siège du P.s. 7 bis, place du Palais-Bourbon, le jeudi 15 mai de 16 h à 19 h, exposition vente organisée par les travailleurs de la cristallerie Saint-Lambert en lutte pour défendre leur emploi (voir « l'Unité » n° 151).

Les militants et la population doivent venir nombreux manifester leur soutien.

MONTREUIL : CHOMAGE ALARMANT

A Montreuil, les 500 travailleurs de l'usine Grandin, qui occupent leur usine depuis plus de 2 mois, ne sont pas seuls à craindre pour leur emploi. La situation est tellement alarmante qu'elle a justifié une réunion extraordinaire du Conseil municipal, le 8 avril dernier.

Constatation des participants : le chômage et les réductions d'horaires ont pris des proportions angoissantes : 3 200 chômeurs, un millier de travailleurs menacés de licenciement (sans compter ceux de chez Grandin qui luttent pour défendre leur emploi).

Pour les élus de Montreuil, il faut des mesures d'urgence. Ils ont donc décidé d'exiger du préfet :

- qu'il réunisse les conditions d'un examen sérieux de la situation de l'emploi à Montreuil, notamment dans l'électronique, dominée par les trusts Thomson et I.t.t.
- qu'il mette tout en œuvre pour que s'ouvre d'urgence une négociation chez Grandin et qu'une solution industrielle soit apportée au conflit ;
- qu'il use de ses prérogatives pour favoriser l'installation d'entreprises dans la zone industrielle créée par la municipalité.

VENDOME : SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS

Après six semaines de grève, les 260 ouvriers de Séailles et Tison, fabrique de machines à imprimer à Vendôme, pensaient enfin obtenir satisfaction. Une fois de plus, les prétentions de la direction conduisaient à une rupture des négociations.

Dans le même temps, sous prétexte d'assurer la liberté du travail, la décision du tribunal ordonnant l'évacuation de l'usine était appliquée. Le 29 avril, à 5 heures du matin, 200 C.r.s. sont à pied d'œuvre. Le piquet d'occupation est expulsé manu-militari.

A Vendôme, la réaction est immédiate. Le matin même, des manifestations sont organisées par les syndicats et les partis de gauche. La section socialiste de Vendôme participait activement à la popularisation du conflit. Déjà, au cours de la séance du 28 avril, le conseiller général socialiste M. Girond avait pris clairement position contre l'éviction des grévistes. Le lendemain, dans l'après-midi, la mairie était occupée et le maire bloqué dans son bureau. Le 30 avril, plus de 2 000 personnes manifestaient leur soutien aux travailleurs de Séailles et Tison. Le mot d'ordre d'occupation de la mairie est maintenu.

TOUJOURS LE DROIT SYNDICAL...

Les atteintes au droit syndical continuent. Un exemple, cité par l'organe de la C.f.d.t. « Syndicalisme » : la lettre envoyée par la direction des établissements Dubois et Cie, une entreprise de mécanique de précision de Besançon, au syndicat de la métallurgie-horlogerie de la ville. On y lit : « ... nous vous serions reconnaissants de bien vouloir vous mettre dans la tête une fois pour toutes qu'il est absolument hors de question que nous laissons la mainmise d'un syndicat quel qu'il soit, à plus forte raison la C.f.d.t., sur notre entreprise...

« D'autre part il n'y aura aucun protocole d'accord entre votre syndicat et notre société.

« Par ailleurs, nous ne sommes pas opposés à une élection de délégué de notre personnel à l'intérieur même de notre usine, où nous ne souhaitons pas votre présence.

« En espérant nous être bien fait comprendre, et définitivement »...

Difficile en effet d'être plus clair.

CHOMAGE PARTIEL : AFFOLANT

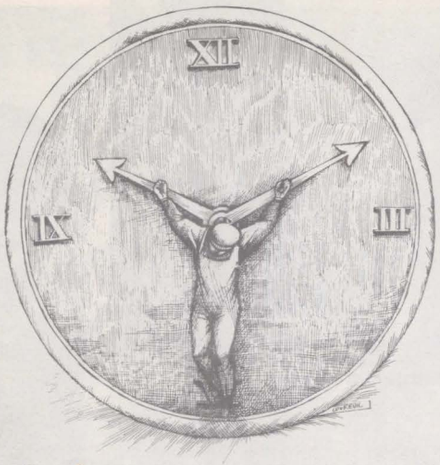
Une courbe affolante : celle du chômage partiel, sur lequel il est difficile d'avoir des chiffres précis. La Documentation française vient d'en publier.

C'est depuis la fin 1973 que le chômage partiel commence à croître : entre 1973 et 1974, le nombre de journées indemnisables a été multiplié par 4,7. Cinq grandes branches sont touchées : la construction des machines, l'industrie textile, la construction électrique, l'industrie transformatrice des métaux et la mécanique générale. Les augmentations du chômage partiel sont particulièrement fortes en Normandie et dans le Nord.

L'évolution devient brutale au second semestre 1974 : toutes les activités industrielles ont été atteintes plus ou moins gravement au cours de cette période et en janvier 1975. Dans chaque secteur, le nombre maximum de journées indemnisables a été atteint en décembre, sauf pour certaines industries (chimie, caoutchouc et papier-carton) où ce nombre augmente encore entre décembre et janvier.

Il convient évidemment de considérer ces chiffres avec prudence : ce sont de simples indications. Tout de même révélatrices.

● **L'Eris, association liée au P.s. organise un débat sur le thème « Emancipation des travailleurs et pouvoir dans l'entreprise ». Cette réunion, animée par Paul Lussault, membre du Comité directeur, est prévue mardi 13 mai à 20 h 30 au 8, rue Cuvier, Paris (5ème) - Amphi F 1.**



LA VIE A L'ENVERS

Ainsi, ce ménage : elle en 2 x 8, lui en 3 x 8 : « Moi, vraiment, je n'ai que des embêtements à vous raconter. C'est très difficile, déjà qu'on ne se voit jamais, et en plus, il y a une si grosse difficulté pour tout faire. Des difficultés de toutes sortes, tout le temps. Exemple : quand il est d'après-midi, il faut qu'il mange à 11 heures, et moi je ne mange qu'à 11 h 30 avec la petite qui sort de l'école. Je mange à toute vitesse car il faut que je prépare le petit pour l'amener chez la nourrice, à toute vitesse aussi. »

Courir après le sommeil

Vie familiale difficile, la vie sociale se rétrécit aussi singulièrement. Comment militer dans une section syndicale lorsqu'on n'a que le temps de sauter dans son bus, son train ou son car de ramassage à la fin du poste ? Comment appartenir à une association politique, sportive ou culturelle ? Comment, tout simplement, suivre le feuilleton à la télé, discuter avec ses voisins ou aller au bal le samedi soir ? « Le travailleur posté arrive à s'organiser au sein d'un groupe précis qui est l'équipe dans laquelle il est intégré pour son travail. Là il n'y a plus de problème, les jours de repos étant les mêmes. Le posté va à la pêche avec les copains de son équipe, joue aux cartes avec les mêmes copains, fait du syndicalisme avec les mêmes en essayant de rester en liaison avec les camarades en « horaire normal » et ceux des autres équipes. Et ce n'est pas si facile. »

Et d'ailleurs, même si l'horaire coïncide de temps en temps, comment en trouver le courage quand on passe son temps à courir après son sommeil ? Le sommeil, c'est la principale carence et la principale obsession du posté. Selon une enquête de la Fédération générale de la Métallurgie C.f.d.t., 17 postés sur 100 doivent prendre un somnifère pour dormir, 28 sur 100 doivent faire une sieste lorsqu'ils travaillent le matin, 47 sur 100 lorsqu'ils travaillent la nuit. Jean Foret, chercheur au laboratoire de physiologie du travail du Conservatoire national des Arts et Métiers, qui a étudié un groupe de conducteurs de trains, explique : « C'est une des pires situations : ils ont non seulement des horaires changeants, mais des rotations irrégulières. Nous avons enregistré leur sommeil et nous avons constaté qu'il subissait d'énormes modifications, dans sa durée, dans sa structure encéphalographique. L'homme est réglé, sur une horloge génétique, et il est impossible de bousculer son rythme sans provoquer une espèce de télescopage dans toutes les fonctions. » On ignore les effets à long terme du travail alterné, et s'il en existe. On ne peut que constater pour l'instant que dans les rares consultations de sommeil qui existent en France, comme celles de la Salpétrière, une forte proportion de patients travaille par poste.

Constatation convergente de l'enquête de la F.g.m. : 4 travailleurs postés sur 10 sont en traitement pour maladie de l'estomac, des nerfs ou de l'intestin. A ces malades, le médecin recommande une fois sur 5 de quitter le travail posté. Et ce n'est pas chose facile : si la plupart des postés supportent mal leurs conditions de vie, peu décident d'en changer. A cela un motif déterminant : le salaire. Selon une étude de l'Institut national de Recherche et de Sécurité (4) 36 % des travailleurs souhaitent abandonner le travail par équipe et ne le conservent que pour le supplément de gain qu'il procure. Supplément qui « compense » bien mal les contraintes supportées. Si mal que le professeur Wiesner a déclaré : « On n'a pas le droit de revendiquer pour le travailleur une compensation financière pour quelque chose qui le détruit. »

Il faut le dire aussi : le besoin d'un gain supplémentaire n'est pas le seul facteur qui joue. Certains — une minorité — trouvent des avantages au travail posté. Plus de temps libre dans la journée (« Ma femme travaille, quand elle n'est pas là, c'est moi qui m'occupe des enfants. Quand je suis là, je l'amène à son travail »). La possibilité d'effectuer de petits travaux supplémentaires, une autre ambiance dans le travail (« la nuit, il y a plus d'initiative et de responsabilité parce qu'il n'y a personne au-dessus »).

Ras-le-bol partout

Mais pour la grande majorité, les travailleurs ne continuent que pour les primes, qui montent souvent à 20 ou 25 % du salaire. « En fait, explique Michel Letronc, responsable C.f.d.t., quand on impose le travail posté pour faire fonctionner toute une industrie, on place les travailleurs dans une situation de contrainte qu'on monnaie. Et aujourd'hui nous constatons que des actions s'enclenchent sur un phénomène de ras-le-bol. Nous remarquons que les primes jouent de moins en moins. » Même constatation à la C.g.t., comme l'explique Lucien Chavraud : « La mobilisation contre cette forme de travail est très nette. Ce n'est pas récent. Ce qui est récent, c'est un intérêt accru pour les revendications que nous défendons depuis longtemps : aujourd'hui une majorité des travailleurs concernés y sont sensibilisés. »

Ce que réclament les syndicats est simple : la limitation du travail continu et semi-continu aux cas imposés par des impératifs d'ordre technique, l'obligation de recyclage avec maintien des avantages acquis, l'insonorisation d'une pièce du logement, et surtout une cinquième équipe qui permettrait de réduire la durée hebdomadaire du travail. Phénomène nouveau : depuis quelque temps, de nombreuses actions sont menées sur ces thèmes dans les entreprises. Ce sont rarement des grèves où l'on stoppe la production. Souvent, deux préoccupations reviennent : une cinquième équipe, et le refus du travail du week-end.

A la S.n.p.a. (Scciété nationale des pétroles d'Aquitaine) de Lacq, une longue grève des postés a permis d'obtenir cette cinquième équipe. A la S.a.f.e. (Société des aciers fins de l'Est), une filiale de Renault située à Hagondange, les travailleurs ne viennent plus travailler le week-end depuis trois mois. La plus longue lutte a été menée chez Cégédur, à Montreuil, dans le Maine-et-Loire : dans cette entreprise dépendant de Péchiney - Ugine - Kulhmann, les travailleurs voulaient bien tolérer le travail de nuit, mais refusaient absolument celui du samedi. Pendant toute l'année 1974, ils ne sont pas venus travailler ce jour-là, soutenus financièrement par les salariés en production normale. Au bout de 14 mois, ils ont enfin obtenu un certain nombre de samedis de repos.

A Usinor-Dunkerque divers secteurs marchant en feu continu font grève le dimanche après-midi. Partout, des actions ont lieu : à la S.m.n. depuis 6 mois, pour obtenir la suppression du travail la nuit du samedi, à Pennaroya où des jours de repos compensateurs ont été arrachés à la direction, à la Sollac chez Sacilor, Vallourec, etc., partout, sous différentes formes, une même revendication est exprimée par les postés : ne plus perdre sa vie à la gagner. Ces actions qui éclatent partout montrent bien que ce phénomène de ras-le-bol ne fait que commencer. Ceux qui ont lutté chez Cégédur le disent : « Un peu plus d'argent ne remplace pas la joie de vivre avec les siens, de vivre en homme deux fois par semaine. On en a beaucoup perdu, mais ça vaut la peine, car chaque samedi de grève, on a l'impression de vivre. La joie de vivre contre de l'argent ! Est-ce que cela se compare ? Est-ce que cela se mesure ? »

MICHELE BACKMANN

---

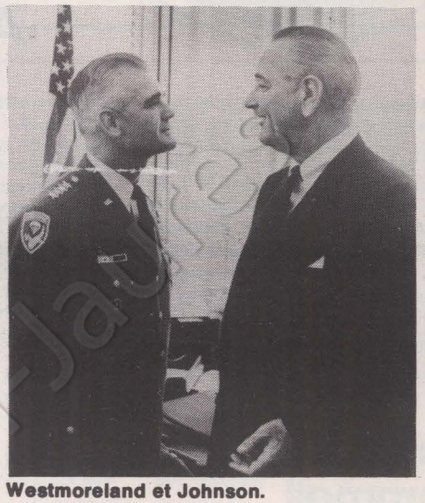
(1) « Santé à vendre » Comité régional C.f.d.t. des Pays de Loire, 10, rue Bel Air B.P. 1139 Nantes.
(2) Marc Maurice : « Le travail par équipes » B.i.t. 1971.
(3) « Etude sur les conséquences du travail en équipes alternantes et leurs facteurs explicatifs ». A. Chazalette. Groupe de sociologie urbaine. Lyon. Mai 1973.
(4) I.n.r.s. « Le travail par équipes alternantes ». Juillet 1972.



La guerre française.



John Fitzgerald Kennedy.



Westmoreland et Johnson.



En 1940, le « seigneur de la guerre » de la province du Kouang-Toung, qui touche à la frontière du Tonkin, était le général Chiang Fa-Kwei, qui avait servi en 1927 sous les ordres du soviétique Borodine, à Canton, avant la liquidation par Tchang Kai-Chek des communistes. Ayant choisi le bon camp d'alors, celui du Kuomintang, Chiang Fa-Kwei se trouvait à la tête d'une province d'autant plus importante que la lointaine défaite française faisait de l'Indochine une proie facile pour les Japonais, les nationalistes vietnamiens et, éventuellement, les Chinois.

L'habile général laisse donc se réunir en mai 1941, dans la ville de Chingsi, une conférence organisée par le Parti communiste indochinois avec quelques petits partis nationalistes vietnamiens et des minoritaires du plus grand parti nationaliste de l'époque, le Vietnam Quoc Dan Dang. Sur la proposition du chef du P.c.i., Nguyen Ai Quoc, un petit homme sec d'une cinquantaine d'années qui se laissait pousser une curieuse barbe en pointe, fut créée la ligue pour l'indépendance du Vietnam, la Vietnam Doc Lap Dong Mink Hoi, plus connue sous sa forme contractée Vietminh.

En octobre 1942, Tchang Kaï-Chek imposa, au cours d'une conférence tenue à Lion-Tchéou, dans la province du Kouang-Si, la création d'une ligue révolutionnaire vietnamienne dominée par le Vietnam Quoc Dan Dang, intégrant le Vietminh. Puis il fit jeter en prison Nguyen Aï Quoc. La même année, un jeune professeur d'histoire, Vo Nguyen Giap, organisa un maquis dans les montagnes du Tonkin.

« Celui qui éclaire »

Un an après, Nguyen Aï Quoc sort de prison, sous le nom de Ho Chi Minh — « celui qui éclaire » — et rejoint en 1944 Giap à Thai Nguyen, bastion des maquis communistes. Ainsi sont en place les hommes et les structures qui allaient dominer la guerre de trente ans, jusqu'à la triomphale entrée dans Saïgon il y a quelques jours.

1945 : après l'Allemagne nazie, le Japon impérial capitule. La conférence de Postdam avait décidé le partage de l'Indochine en deux zones d'occupation, chinoise au nord du 16e parallèle, anglaise au sud. Une semaine avant l'effondrement japonais, Ho Chi Minh crée sur le sol vietnamien — il est le seul chef nationaliste à s'y être installé — le Comité vietnamien de libération du peuple, qui ne reconnaît pas le gouvernement provisoire de la République vietnamienne, ramené dans les fourgons de l'armée chinoise. Placés devant cette situation de fait — le Comité contrôlait pratiquement tout le Vietnam du Nord — les Chinois acceptent la formation d'un nouveau gouvernement provisoire, qu'Ho Chi Minh préside et qui intègre tous les partis nationalistes. L'empereur Bao Daï abdique dans les mains des délégués du nouveau gouvernement, que les Anglais reconnaissent et que soutiennent les membres de la mission américaine installée à Hanoï.

Au cours des mois qui suivirent, le Vietminh va miser sur les Chinois, qui soutiennent les autres partis nationalistes et découpent le Tonkin en parcelles de territoires remises aux uns et aux autres. Ho Chi Minh garde Hanoï, ce qui est l'essentiel. Il organise des élections, pour lesquelles il garantit à ses provisoires partenaires nationalistes des élus ! Ils sont même sur le papier quasiment majoritaires. En mars 1946, la période intermédiaire pendant laquelle les Chinois s'en vont et les Français — réinstallés au Sud dès le début de l'occupation britannique — arrivent, permet à Giap, qui dirige le commissariat de l'Armée, de les liquider peu à peu, pendant qu'Ho Chi Minh discute à Paris. En juillet, c'est fait. En novembre, un nouveau gouvernement est en place, avec Giap à l'Intérieur et le socialiste Hoang Minh Giam aux Affaires étrangères. Pendant qu'on négocie à Paris, l'amiral Thierry d'Argenlieu sabote les négociations et les premiers combats éclatent à Haïphong le 20 novembre. Le 19 décembre, la bataille fait rage à Hanoï et le gouvernement quitte la capitale et se réfugie dans ses bastions de Tuyen-Quang, de Boc-Kan et de Thaï-Nguyen (d'où étaient partis les maquis de Giap en 1942). La guerre de trente ans commençait réellement.

Devrait déjà alors apparaître à l'évidence ce qui allait être la force réelle du Vietminh : il est le seul véritable porteur de l'indépendance nationale aux yeux de millions de Vietnamiens. Dans un pays souvent soumis à l'occupation étrangère, méfiant à l'égard de ses voisins, il apparaît plus comme un mouvement nationaliste intransigeant que comme un mouvement communiste révolutionnaire. Il n'a pas transigé avec les Chinois sur l'essentiel, à la différence des autres partis qui sont apparus comme des serviteurs du Kuomintang. Il a dirigé la résistance à l'intérieur du pays et a libéré celui-ci sans le concours des

La Convention nationale du Parti socialiste a adopté dimanche la résolution suivante :

« Les derniers développements de la situation au Vietnam ont confirmé la justesse des positions affirmée par le Parti socialiste. Le régime de Thieu est tombé. Les troupes du G.r.p. sont entrées à Saïgon cependant que les principaux dirigeants d'un régime si longtemps jusqu'auboutiste quittaient honteusement leur pays.

« Ainsi s'achève, trente ans après, le long processus militaire et politique, l'immense cortège de souffrances du peuple vietnamien qui ont sanctionné la politique du colonialisme français d'abord, de l'impérialisme américain ensuite.

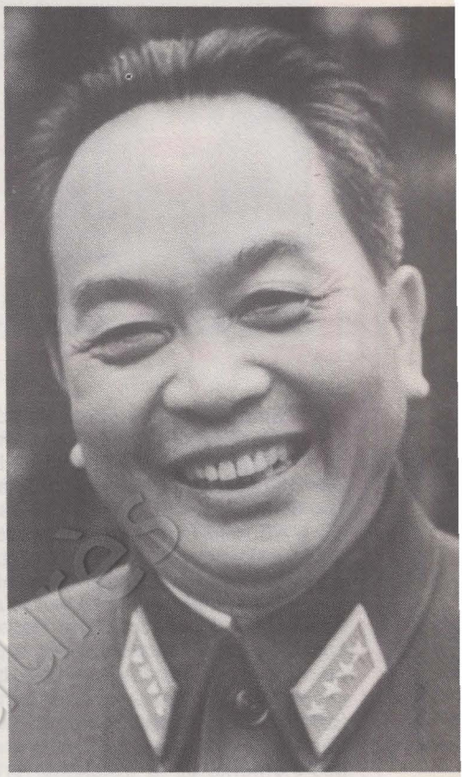
« La situation actuelle démontre que la volonté d'indépendance et de justice sociale d'un peuple ne peut être définitivement étouffée par la violence.

« Le Parti socialiste salue donc la victoire des forces populaires au Vietnam et formule le souhait que l'unification du Vietnam se réalise dans le respect de la diversité des forces vives de la société et de l'opinion vietnamienne. »

Collection Jean-Jaurès



Le président Ho Chi-Minh



Le général Giap

TRENTE ANS DE GUERRE

armées alliées — comme Tito en Yougoslavie. Il montre la même intransigeance à l'égard des Français, engagés bon gré mal gré dans une guerre de reconquête coloniale et très vite appuyé par les rescapés des mouvements nationalistes devenus une nouvelle fois les complices de l'étranger. Ce qui explique notamment pourquoi, avant que sous la pression de la guerre froide et du sectarisme stalinien, Ho Chi Minh change d'attitude à l'égard des catholiques, ceux-ci combattront en grand nombre dans les rangs du Vietminh.

La France est engagée dans une « sale guerre ». C'est du moins ainsi que les Français la comprennent assez rapidement. Cette guerre n'est pas la leur. Combattent là-bas les soldats de métier, les volontaires et les troupes de l'Union française, nord-africaines, noires ou « annamites ». Cinquante mille membres de l'armée française seront tués jusqu'en 1954 dans une succession de batailles sans issue. Giap a forgé une armée, mélange de divisions lourdes et de milices. Elle sera toujours vietnamienne et ne recevra jamais l'aide d'un soldat « étranger », russe ou chinois. Des pays frères viendra l'armement, moins qu'on le croit et pas toujours le meilleur. Au lendemain de la défaite américaine en Corée, lors de la première offensive des « volontaires » chinois, Pékin livrera à Giap le matériel pris aux vaincus en faisant observer qu'ainsi l'armée vietnamienne pourra se procurer les munitions et les pièces de rechange chez les Français équipés d'un matériel identique. Les Soviétiques feront fabriquer par les usines tchèques l'essentiel de leurs livraisons.

Pendant ce temps, la France mobilise des centaines de milliers de Vietnamiens. Giap leur oppose souvent les tribus des minorités montagnardes, gagnées par une intelligente politique de respect des nationalités. Toujours le jeu contre l'étranger, le dominateur. Jusqu'à la victoire.

Elle vient, en 1954. Dien Bien Phu, sans doute. Mais ce n'était pas le premier désastre subi par le corps expéditionnaire français. Le courage ou l'héroïsme de ces combattants ignorés de la métropole ou méprisés par elle n'est pas en cause. Ils croiront avoir perdu la guerre par la faute des civils — comme l'armée allemande en 1918 — et formeront les cadres « révolutionnaires » de la guerre d'Algérie et parfois de l'O.a.s. En réalité, la guerre sera perdue parce qu'aucun moyen militaire ne permettait de la gagner, à moins de tuer jusqu'au dernier des Vietnamiens. Ceux-ci avaient des amis intouchables dans le reste du monde qui les aidèrent matériellement. Et ils avaient en plus la volonté de résister et de vaincre, ce qui demeure bien le facteur décisif de la victoire. Lorsque le choix est vaincre ou mourir, les chances de vaincre sont assurées si l'adversaire n'a pas les moyens de faire mourir tout le monde.

La conférence de Genève fait cesser la guerre avec les Français, reconnaît l'indépendance du Vietnam du Nord et du Vietnam du Sud, celui-ci créé à partir des structures mises en place avec le concours de la France. Le club des grandes puissances a tout décidé et le modèle coréen lui est apparu le meilleur. Mais la situation n'est pas identique. En Corée, les communistes avaient combattu les Etats-Unis et l'Onu. En Indochine, la France. Les Américains avaient mis longtemps à se persuader que cette guerre faisait partie de leur stratégie anti-communiste. Ils crurent qu'avec un pouvoir aussi fort à Saigon qu'à Séoul la situation pourrait être stabilisée. C'était sans compter avec d'une part les erreurs de ce pouvoir fort, d'autre part la volonté de beaucoup de Vietnamiens, y compris du Sud, de se débarrasser des étrangers et de leurs amis.

Pendant quelque temps on oublia le Vietnam et le Vietnam oublia la guerre. Le Nord pansa ses blessures et engagea la transformation « socialiste » de sa société. Le Sud se transforma en dictature enrichie par l'aide américaine, propriété de la famille de son président Ngo Dinh Diem. La dictature est un des terrains favorables au développement du cycle terrorisme-répression et la sévérité du régime à l'égard de tout ce qui évoquait les hommes du Nord, son mépris à l'égard des minorités montagnardes, allaient fournir à la guérilla son aliment. Pour le gouvernement américain, l'ennemi en Asie était le Chinois et on était persuadé à Washington que le Vietnam du Nord était un appendice de cette puissance chinoise, affrontée si cruellement en Corée et encore liée avec Moscou. Le président Eisenhower avait fixé en 1957 la limite de l'expansion communiste à la frontière du Sud-Vietnam, qui recevait depuis 1954 une assistance militaire et économique destinée à l'aider à repousser toute agression menaçant son indépendance politique.

Ce sera — paradoxe apparent si l'on oublie l'affaire de la baie des Cochons, à Cuba — John Kennedy qui lancera la seconde phase de la guerre du Vietnam. Non pas que le nouveau président américain voulût la guerre, mais parce que son attitude lança l'Amérique dans un engrenage implacable. Les violences de Diem contre toutes ses oppositions, y compris les non-communistes, allaient permettre la constitution en 1960 d'un Front de libération du Sud-Vietnam. Kennedy estima qu'il fallait gagner le temps nécessaire pour réformer le Sud-Vietnam, arracher la majorité de la population à la séduction du programme du Front en appliquant un programme identique et redonner en

→

Vietnam

VERS L'AUTODETERMINAT

Maintenant que l'odeur de poudre s'est dissipée et que les Etats-Unis ont dégagé leur responsabilité à la satisfaction du président Ford, en arrachant environ 100 000 réfugiés à un imaginaire « bain de sang » on peut enfin se tourner vers l'avenir du Sud-Vietnam. Le G.r.p. avait proclamé à plusieurs reprises durant la dernière offensive que son but était d'assurer une stricte application des Accords de Paris. Mais, en cours de route, quelques-uns des éléments clé de ces accords ont disparu. L'idée d'un « Conseil de réconciliation nationale » formé en trois parties égales de l'administration de Saïgon, du G.r.p., et, entre les deux, des éléments de la troisième force neutraliste, s'est trouvé dépassée par les événements. L'administration de Saigon s'est effondrée, l'ex-président Thieu clamant jusqu'au dernier instant qu'il ne participerait jamais à une coalition avec les communistes.

Avec l'appui total des Etats-Unis, Thieu avait refusé dès le début la moindre démarche vers l'établissement d'un tel Conseil qui aurait eu pour tâche essentielle de jeter un pont entre les points de vue des deux belligérants et de préparer des élections permettant au peuple sud-vietnamien, suivant l'article 9 B des Accords de Paris, de décider lui-même de l'avenir politique du Sud-Vietnam.

Il semble donc que ce qui devait être la « troisième force » est maintenant devenu la « seconde force » et il n'est pas nécessaire de créer un Conseil de réconciliation nationale pour la mettre en présence du G.r.p. Thieu a tout fait pour éliminer physiquement tous ceux qui auraient pu constituer la troisième force alors que le G.r.p. a accueilli celle-ci à bras ouverts et l'a intégrée dans la nouvelle administration de Hué, de Da Nang et d'autres villes au fur et à mesure que les représentants de Saigon disparaissaient.

L'incapacité des Etats-Unis à mettre sur pied le Conseil de réconciliation nationale est un exemple supplémentaire de la façon presque masochiste dont les Etats-Unis ont avancé sur la route qui devait conduire à la débâcle finale en rejetant systématiquement chacune des meilleures solutions possibles de leur point de vue. Il faut dire aussi que l'intérêt manifesté au tout dernier moment par le gouvernement français pour ce Conseil de réconciliation nationale ressemblait davantage à un ultime effort pour sauver le régime de Thieu qu'à un désir sincère de rechercher une solution pacifique. Bien qu'ayant abrité la conférence où furent signés les Accords de Paris, la France a toujours été réticente envers toute initiative tendant à l'application de ces accords en même temps qu'elle a été singulièrement lente à reconnaître le G.r.p. Ce qui pourrait avoir un effet négatif sur les futures relations franco-sud-vietnamiennes.

De nombreux commentateurs parlent et écrivent comme si le Vietnam était déjà unifié sous la direction d'Hanoï. Un grand journal britannique a même déjà annoncé que dans un mois ou deux serait créée une Fédération d'Indochine avec Hanoï comme capitale. Ce sont des idées aussi absurdes que les prophéties sur les bains de sang.

Dans une déclaration publiée dans les heures qui ont suivi la libération de Saigon le principal représentant du G.r.p. à la conférence consultative avortée de la Celle-Saint-Cloud a lu une déclaration dans laquelle il est dit notamment : « Désormais le Sud-Vietnam est libre et indépendant... En ce jour mémorable, je tiens à réaffirmer que la politique du G.r.p. a toujours été et reste une politique de grande union et de concorde nationale... Aujourd'hui, demain, il mobilisera, avec cette politique, toutes les énergies pour édifier dans la paix retrouvée un Sud-Vietnam pacifique, indépendant, démocratique, neutre et prospère et pour s'acheminer progressivement vers la réunification pacifique de la patrie vietnamienne. »

L'insistance mise sur l'indépendance et la souveraineté du Sud-Vietnam, sur une politique de neutralité et de non-alignement s'accorde difficilement avec la notion d'un pays déjà absorbé ou sur le point de l'être par le Nord-Vietnam, membre à part entière du camp socialiste et qui ne peut donc être considéré comme neutre et non aligné.

Un long processus

Au milieu de l'année 1962, quelques mois après que le F.n.l. du Sud-Vietnam eut tenu son premier congrès qui avait notamment défini une politique de neutralité, j'ai du l'occasion de demander séparément au président Ho Chi Minh et au Premier ministre Pham Van Dong si cela était acceptable pour eux, étant entendu que la neutralité du Sud-Vietnam excluait la réunification, même après une victoire du F.n.l. qui semblait alors très éloignée. Ho Chi Minh me répondit ceci :

« C'est au peuple du Sud de décider si le Sud-Vietnam aura un régime neutraliste ou de tout autre type. Le programme du Front de la patrie adopté à Hanoï en 1955 établit qu'à tous égards, historique, géographique, économique, culturel, social et national, notre pays ne fait qu'un et qu'aucune force ne saurait le diviser... Mais aujourd'hui la situation sociale et politique est très différente dans le nord et dans le sud... Nous devrons prendre en considération la situation pratique dans chacune des zones, les intérêts légitimes et les aspirations de toutes les catégories de la population et, en même temps, préparer la tenue d'élections libres sans aucune coercition ou annexion d'une partie par l'autre. »

→

somme aux gens du Sud des raisons de se battre eux-mêmes contre les communistes en leur apportant le plus tôt possible ce que les communistes leur promettaient.

Malheureusement, pour ce « grand dessein », l'alliance Diem-Eisenhower avait pourri la situation au-delà de l'imaginable. L'armée sud-vietnamienne avait été équipée et construite pour une guerre de type européen, confirmant que ce ne sont pas uniquement les états-majors français qui peuvent être en retard d'un conflit. Les Américains avaient été confondus avec la dictature diemiste et supportaient son impopularité. Pour engager un programme de réforme, il fallait d'abord le rendre possible, d'une part en empêchant l'extension de la révolte, d'autre part en brisant le diemisme.

En décembre 1961, par une lettre adressée au président Diem, John Kennedy précisait que la guerre devait être celle du Sud-Vietnam et que des réformes politiques et sociales démocratiques étaient nécessaires pour qu'il en soit ainsi. Les engagements américains seraient respectés matériellement et financièrement, ce qui signifia en pratique leur accroissement, à la fois pour soutenir l'effort militaire diémiste en constante augmentation devant la poussée des oppositions et pour permettre les réformes sociales, notamment la réforme agraire, qui n'eurent jamais lieu.

Les historiens diront peut-être plus tard si dans cette affaire la caractéristique principale de la politique de John Kennedy fut l'indécision. La plupart des ouvrages qui ont été écrits sur son action lui étant favorables, tous tendent à faire croire à cette indécision pour essayer d'affirmer que le président voulait autre chose que ce qui a été fait et n'eut ni les moyens ni le temps d'agir selon ses souhaits. En tout cas, le 1er novembre 1963 un coup d'Etat renversait et tuait Diem. Vingt deux jours plus tard, Kennedy était assassiné. Les successeurs de Diem n'étaient ni pires ni meilleurs que le disparu. Le successeur de Kennedy allait laisser l'engrenage entraîner les Etats-Unis dans une guerre ouverte, dans laquelle l'effort militaire principal allait être supporté par les Américains, les gouvernements sud-vietnamiens continuant à l'abri du puissant allié à s'enfoncer dans cette corruption et ce désordre que dénonçait déjà en 1961 le rapport d'un conseiller du président assassiné.

Une fois encore, l'ennemi était concret, visible, et simple pour les Vietnamiens : l'étranger, appuyant une dictature d'un amoralisme saisissant. Les bombardements du Nord au nom d'un droit de poursuite inachevé — car il aurait fallu aller jusqu'à Moscou — ne purent que mobiliser davantage la capacité de résistance.

Richard Nixon, grand imitateur du général de Gaulle, avait décidé dès son arrivée au pouvoir de faire la paix, étant entendu que pour négocier il fallait être en position de force. D'où notamment l'interven-

ION ?



Le camp des vainqueurs : Norodom Sihanouk (Cambodge), Nguyen Hu Tho (F.l.n.), Pham Van Dong (Vietnam du Nord) et Souvanouvong (Laos).

Le Premier ministre Pham Van Dong fut encore plus précis : « C'est une question sur laquelle seuls nos compatriotes du Sud peuvent prendre une décision. Ils sont engagés dans une lutte féroce mais nous les soutiendrons maintenant et plus tard. S'ils choisissent la neutralité, nous continuerons à les soutenir et il n'y a là aucune hypocrisie. »

— « Même si cela retarde la réunification », demandais-je ?

— « Ce sont eux qui sont concernés, répondit-il. C'est leur opinion qui compte. Nous pouvons accepter leur programme favorable à un régime neutraliste, non seulement comme une tactique mais comme une solution à long terme. Nous sommes certains qu'ils ont soigneusement pesé tous les éléments de la situation dans le Sud et des aspirations de nos compatriotes là-bas. Naturellement, nous croyons, et cela figure aussi dans leur programme, que le but final doit être la réunification mais celle-ci peut très bien être le résultat d'un long processus. Personne ne peut prédire aujourd'hui ce que sera la forme définitive de cette réunification. »

Ces principes sont précisément ceux auxquels se réfèrent les Accords de Paris. Quant aux positions des révolutionnaires du Sud-Vietnam, elles m'avaient été exposées il y a plusieurs années déjà par des responsables du Parti révolutionnaire du peuple :

« Nous, communistes, combattons aussi pour la neutralité. Beaucoup de gens pensent que nous ne sommes pas sincères et l'adversaire affirme que c'est une tactique provisoire du F.n.l. Mais les communistes sont aussi des gens réalistes. Le neutralisme est une politique correcte pour toute une période historique. Il a sa place dans le programme du F.n.l. en même temps que l'indépendance, la démocratie, et la paix. Ce sont quatre principes réalistes auxquels nous entendons nous tenir. C'est autour de ces quatre points que peut être réalisée la plus large unité car toutes les catégories de la population peuvent s'y rallier... Neutralité signifie pour nous relations diplomatiques avec tous les pays qui reconnaissent l'indépendance du Sud-Vietnam. Cela signifie que nous acceptons toute aide inconditionnelle d'où qu'elle vienne y compris des pays occidentaux comme la France, la Grande-Bretagne et même les Etats-Unis si ces derniers reconnaissent l'indépendance du Sud-Vietnam, retirent leurs troupes et proposent une aide sans conditions politiques. »

Je demandais jusqu'où pouvait s'étendre l'unité nationale.

« L'unité a son contenu spécifique. Elle implique des concessions mutuelles. Certains acceptent le mot démocratie mais le conçoivent seulement en termes de démocratie bourgeoise, c'est-à-dire de protection des intérêts des capitalistes et des propriétaires fonciers. D'autres ne le conçoivent au contraire que dans le sens d'une expropriation des capitalistes. L'unité suppose donc l'harmonisation de conceptions différentes. Nous proposons la formation d'un gouvernement de coalition nationale et démocratique sur la base de la plus large unité nationale possible. Dans un tel gouvernement, il pourrait y avoir des éléments d'opinions presque opposés aux nôtres du moment qu'ils sont favorables à l'indépendance nationale. Nous voulons un gouvernement stable qui aurait le soutien de tout patriote sincère rejetant la mise à l'encan du pays pour une poignée de dollars ».

Il faut se souvenir qu'il y a 21 ans, après les accords de Genève de 1954, le gouvernement de Hanoï était tout à fait prêt à honorer le maintien de certains intérêts français au Nord-Vietnam — par exemple dans les mines de charbon de Hongay, les tramways de Hanoï, etc. ; mais la France dut y renoncer à la suite d'une forte pression américaine. John Foster Dulles, alors secrétaire au Département d'Etat, était irréductiblement opposé à toute coexistence pacifique entre Etats capitalistes et communistes. Les mêmes pressions de Washington n'ont-elles pas aujourd'hui influencé la politique de la France dans son retard à reconnaître le G.r.p. ?

Je n'ai en tout cas jamais entendu parler d'une quelconque répudiation de la politique définie il y a dix ans par la direction du Parti révolutionnaire du peuple. En fait, elle se trouve inscrite, même si ce n'est pas exactement dans les mêmes termes, dans le programme du G.r.p. lors de sa création en juin 1969, de même que dans le plan en sept points présenté à la conférence de Paris. Et elle se trouve également dans ce que nous connaissons des premières mesures prises par le G.r.p. après son entrée à Saigon. Le fait qu'on ait laissé en liberté le « gros Minh » (qui en dépit de discrets avertissements a accepté imprudemment les fonctions de président non pas à la 11e heure, mais quelques minutes après minuit) ainsi que son prédécesseur pour quelques jours Tran Van Huong avec, dans les deux cas, le souhait exprimé par le G.r.p. qu'ils auraient un rôle à jouer dans la reconstruction nationale, confirme l'attitude précédemment définie à l'égard de l'unité nationale et de la réconciliation.

Si plusieurs des articles des Accords de Paris se trouvent caducs du fait des événements, ceux-ci ont au moins rendu possible la libération de quelque 200 000 prisonniers politiques. Et il ne faut pas oublier que pour le G.r.p., la plus importante disposition politique des Accords de Paris était celle exprimée dans le chapitre IV « le droit du peuple vietnamien à l'autodétermination est sacré et inaliénable et devra être respecté par tous les pays. »

WILFRED BURCHETT

tion au Cambodge, avec les conséquences maintenant connues, le passage du Cambodge dans le secteur dominé par les communistes Finalement, le désengagement américain, indispensable pour développer une grande politique de rapprochement avec l'Union soviétique et la Chine. Une fois encore, le club des grandes nations trancha dans le vif, sous une autre forme. C'était laisser face à face un régime qui savait ce qu'il voulait et qui avait les moyens d'atteindre ses objectifs et un régime ébranlé parce qu'il n'avait vécu que d'une aide étrangère, en pratique destructrice de la volonté populaire. Le président Thieu était un reflet du président Diem. Mais la corruption avait fait tant de ravages, la destruction des oppositions avait anéanti tant de forces, les péripéties épouvantables et contradictoires de la guerre et de la politique américaine avaient brisé tant d'esprits, qu'il suffisait aux successeurs d'Ho Chi Minh d'attendre, fermement accrochés à quelques idées simples : indépendance, ordre, justice sociale, pour que le fruit pourri tombe de l'arbre.

On a déjà beaucoup épilogué sur la fin du régime de Saigon, sur les décisions militaires de Thieu, sur la signification de la fuite éperdue des réfugiés. Cette misère est celle de la guerre et du désespoir, de l'effondrement d'une illusion, de la disparition d'une fiction. Quelques unités peuvent combattre jusqu'au bout, des centaines de milliers de gens peuvent, affolés par l'approche de la ligne de bataille et par les bruits les plus divers s'enfuir. La panique elle-même est le signe qu'on ne veut plus se battre. La masse de la population est au moins restée passive, lassée de la guerre et d'un système qui ne lui apportait ni la paix, ni l'ordre, c'est-à-dire le commencement d'un peu de bonheur.

A terme, la réunification du Vietnam est inscrite maintenant. Et le Vietnam réunifié sera un pays communiste. Parce que les communistes vietnamiens ont été pendant 30 ans les seuls véritables porteurs de l'espérance d'indépendance d'un peuple tout entier. L'expérience des 30 années écoulées nous a en effet appris que les idées d'indépendance et d'unité nationales — qui animèrent déjà l'Europe au XIXe siècle — restaient pratiquement invincibles, quelle que soit l'idéologie qui les reprenait à son compte. La chance et le talent politique des communistes indochinois ont été d'être toujours du côté de l'indépendance nationale alors que les autres nationalistes se sont toujours trouvés dans les bagages de l'étranger. Cette leçon est valable pour les communistes comme pour les non-communistes, car le monde est encore plein, à l'intérieur des deux blocs, de peuples qui ressentent durement la présence étrangère sur leur territoire. Sans doute la réalité nationale doit-elle être dépassée. Mais le million de Vietnamiens morts depuis 1945 est là pour nous rappeler qu'elle reste un des grands leviers de l'Histoire contemporaine.

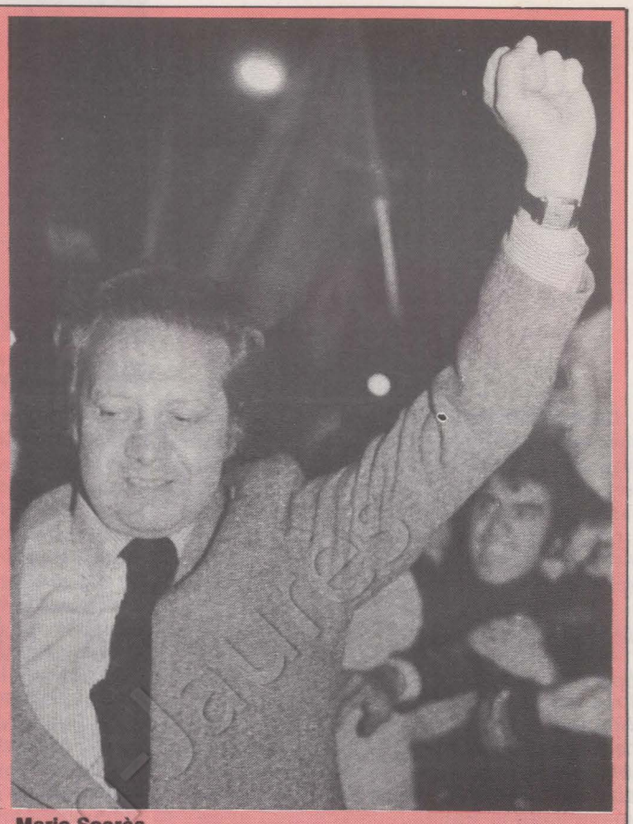
CLAUDE FUZIER

Portugal

UNIDADE...



Le M.f.a. à la tribune du stade du 1er-Mai.



Mario Soarès.

De notre envoyé spécial

On sait depuis un an que la vie politique portugaise est fertile en rebondissements. Quatre jours après ce qui a failli être, le 1er Mai, un affrontement grave, socialistes et communistes se sont à nouveau rencontrés au sommet. Sans doute n'est-ce pas encore la fin d'une querelle aux multiples aspects mais au moins la perspective d'un « pacte de non-agression » plus que jamais nécessaire entre les deux partis de gauche dans la situation politique, économique et sociale où se trouve aujourd'hui le Portugal. Une fois encore, à vrai dire, on revient de loin.

Jeudi 1er mai, j'avançais vers le stade, où le peuple de Lisbonne semblait s'être donné rendez-vous, entre un groupe de militants socialistes et un groupe de militants communistes.

A 500 mètres de là, dans le stade, bonhommes, les premiers arrivés attendent les orateurs. Il fait chaud. C'est la queue devant les robinets d'eau potable et les marchands de glace. Dans un coin, un barbecue géant regroupe sans distinction de parti, des hommes, des femmes et des enfants, qui attendent qui une cuisse de poulet, qui un morceau de porc. Des hélicoptères tournent autour du stade et jettent des œillets rouges. Combien sont-ils ? 100 000, 200 000 ? Le stade est encore plus plein que pour le 1er mai 1974. Un peu comme si les Portugais, un an après, prenaient un malin plaisir à jouir davantage de leurs libertés retrouvées.

La manifestation se voulait unitaire. Les militaires avaient accepté d'y participer. Blindés en tête, chargés de soldats, de badauds et de jeunes filles. Une seule pancarte : elle salue la victoire du peuple vietnamien. Voici un an encore ces militaires menaient une guerre coloniale. On oublie trop souvent que la démocratie portugaise n'a qu'un an. C'est pourtant une donnée fondamentale qui explique certaines des difficultés politiques actuelles et cette fougue extraordinaire avec laquelle tout un peuple se lance dans « la politique ». Dans un petit village du Sud j'avais vu défiler pendant une heure, jeunes et vieux, hommes et femmes reprenant en chœur le refrain d'une nouvelle chanson « Nous sommes libres ! » « Somos livres ! Somos livres ! ». Ils ne se fatiguaient pas. Un vieux pêcheur m'a expliqué : « Après 50 ans de silence, ils ne savent plus s'arrêter. » Il avait le sourire aux lèvres. Nous étions au pied d'une plaque fraîchement repeinte. A Fuseta, l'ancienne avenue Salazar s'appelle avenue de la Liberté.

A l'entrée du stade du 1er-mai, dans le piétinement dû à la multitude, entre groupes différents, on « joue » à la petite guerre des slogans. A ceux qui crient : « Socialisme oui, dictature non », d'autres répondent : « Socialisme, oui, escroquerie, non », de plus en plus fort. Les drapeaux s'agitent, les poings se serrent. Quelqu'un crie « Unidade ». Les deux groupes reprennent, mais pas ensemble. Puis, très vite, chacun reprend ses mots d'ordre.

Mario Soarès et les autres dirigeants du P.s. ont du mal dans cette foule à se frayer un chemin. Il est difficile de dire qu'on leur a barré l'entrée du stade. Simplement, la foule est extraordinairement dense et les groupes de militants communistes qui essaient d'entrer n'ont montré « aucun empressement » à s'arrêter pour laisser passer le secrétaire général du P.s. et les militants qui l'entourent. Un membre du secrétariat national me dira le lendemain matin : « Nous avons été naïfs de croire qu'en partant les derniers nous arriverions sans problèmes. » Et lorsque le groupe de Mario Soarès pénètre enfin sur la piste du stade, le Premier ministre est en train de parler. Sifflements, cris, l'attention de tous se porte sur les nouveaux arrivés. Pour éviter que le désordre grandisse, Soarès, Zenha et Curto, les trois dirigeants du P.s., invités par l'Intersyndicale, se dirigent vers la tribune. Pour y pénétrer, il faut passer par derrière. Là, ils frappent à la porte. Celle-ci s'entrouve. Un membre de l'Intersyndicale passe la tête, mais refuse le passage. Les dirigeants socialistes retournent dans le stade. Un groupe de soldats de la police militaire vient proposer à Mario Soarès de forcer le passage, celui-ci refuse « pour ne pas créer d'incidents ».

Mais l'incident a déjà eu lieu. Des militants vont se retrouver devant le siège du parti. Le secrétariat du P.s. publie un communiqué racontant les événements et mettant en cause l'Intersyndicale et « certains partis minoritaires ». Le lendemain matin, pour se justifier le Parti communiste publie à son tour un communiqué accusant le P.s. de « divisionnisme ». Le ton monte.

C'est que l'enjeu de la manifestation du 1er Mai est plus considérable qu'il n'y paraît au premier abord. Les communistes ont voulu montrer aux membres du Conseil supérieur de la révolution présents à Lisbonne et, la télévision aidant, à tout le pays leur capacité d'organisation et de mobilisation des travailleurs. Une sorte d'appel du pied disant : «Les travailleurs, c'est nous, les élections ne veulent pas dire grand-chose ». Face à cela les socialistes devaient démontrer que leur victoire électorale s'appuyait sur une force populaire véritable et non pas sur un conglomérat d'intérêts divergents. Il fallait montrer ce que les chiffres indiquent : le P.s. est « le premier parti des travailleurs. »

La manifestation du 1er Mai a pu apparaître pendant quelques heures comme une victoire d'Alvaro Cunhal. Il s'est offert le luxe devant le «chahut» qui accueillit Mario Soarès, de prendre le micro des mains du premier ministre, Vasco Gonçalvès, un membre du M.f.a., pour crier « Unité, unité ». Mais cette victoire aura été de courte durée. Dès le lendemain soir les socialistes convoquaient une manifestation surprise qui a regroupé plusieurs dizaines de milliers de travailleurs dans les rues de Lisbonne. Manifestation « dure » pendant laquelle j'ai eu l'impression de voir naître vraiment le Parti socialiste. Complexés jusqu'aux élections, attaqués le 1er Mai, les militants et les sympathisants socialistes y ont pris conscience de leur existence, de leur force. Et ils sont de plus en plus tentés de la montrer en sortant dans la rue, en s'implantant dans les entreprises et demain sans doute en réclamant des élections locales pour la gestion des municipalités.

Dans ce pays où l'on « s'engueule » facilement tout en se tenant par le bras, où l'on parle fort en mettant la main sur l'épaule de son interlocuteur, on pourrait croire qu'entre eux les militants de gauche vont en venir aux mains. On n'en est tout de même pas là, même si des socialistes exaspérés m'ont dit : « Le M.d.p. ne veut pas nous laisser participer au travail de la municipalité. S'il le faut nous rentrerons dans la mairie par la force. » C'est bien aussi en pensant au M.d.p. que des dirigeants socialistes disent : « Si nous avions obtenu 4 % des voix aux élections, nous ne serions pas restés au gouvernement ! »

Quoi qu'il en soit, dès le lendemain des incidents du 1er Mai, le président de la République Costa Gomès recevait en même temps Soarès et Cunhal. Dans le discours prononcé quelques heures plus tard par le secrétaire général du P.s. devant les manifestants qui venaient de parcourir la ville, on trouvait déjà trace de cette entrevue. La recherche des « points qui nous unissent » prenait le pas sur la critique comme si chacun venait de comprendre que pour que la révolution se poursuive il faut savoir accepter ses alliés.

MAURICE FABIEN



Avec Tap au Portugal... un goût de liberté.

Chez nous, vacances sans contraintes : Lisbonne et sa Côte aux plages d'or, Madère, l'Ile du Printemps en toutes saisons, l'Algarve, le midi du Portugal. Douceur du climat, soleil permanent, lumière fascinante, fêtes populaires et... la joie de vivre au milieu d'un peuple accueillant.

A partir de **1260 francs***, votre Agence de Voyages et l'Office National du Tourisme Portugais** seront heureux de vous proposer **des suggestions pour tous, une idée pour chacun.**

* 1 Semaine - A.R. Paris - Hôtel logement, petit déjeuner. ** 7, rue Scribe 75009 Paris - 073.44.71.

Avec Tap, le Portugal commence à Orly.

TAP
THE AIRLINE OF PORTUGAL

Transports Aériens Portugais
75009 Paris - 9, rue Scribe - Tél. 073.51.04
69002 Lyon - 93, rue du Pt Ed. Herriot - Tél. 37.63.07

t.d. publicité photos almeida deça - fonseca costa

DE SI JOLIES PETITES PLAGES...

Pollution

L'eau de Trouville est si polluée... qu'un microbe ne s'y risquerait pas !

« Quel temps fait-il ? Quelle est la force des vents ? » Et plus subtilement : « Comment sont les plages ? J'ai entendu dire qu'il y avait des petites marées noires dans le coin ». Avant d'engluer ses pieds sur des cailloux de mazout, le Français deviendrait-il curieux de son environnement ? Au moment où les parlementaires dissertent sur la défense du littoral, et où le ministère de la Qualité de la vie publie une étude sur la pollution des plages, en décernant des « labels de qualité » aux plus méritantes, n'est-il pas déjà trop tard pour s'interroger ?

Ici, c'est tout le contraire de l'agressivité : des plages douces sous le soleil timide, une lumière sans éclat, la côte normande est charmante. Tout près de l'eau les prés verts s'enlisent, les villas à colombages qui ont fini avec le temps par prendre du style s'arrêtent sur les « planches ». Oubliées les folles années de l'avant-guerre, désormais ce sont les familles qui s'acheminent vers ces petites stations balnéaires sans histoire, sans surprise, attachantes.

Face à l'estuaire masqué de brume, la côte d'en face : Le Havre et le France, son grand bateau blanc endormi, ses derricks, ses citernes, ses cheminées et la Seine bouillonnante aux eaux usées. Une torchère crache la puissance de l'homme. Sous le vent, la Côte de Grâce a perdu la moitié de ses arbres durant ces 30 dernières années. Et Honfleur a perdu ses pêcheurs. On les a vus, il y a quelques mois,« occuper » la rade du Havre. Une manifestation de survie pour la trentaine de bateaux de petite sortie et leurs compagnons de la côte. La crevette et la coquille Saint-Jacques se meurent d'asphyxie, victimes de la pollution chimique, la plus profonde et la moins visible. C'est en premier lieu la chaîne alimentaire qui est touchée : les algues et le plancton qui produisent 70 % de l'oxygène que nous respirons sont les premiers maillons contaminés. Les alevins, les larves sont les seconds. Viennent ensuite les petits crustacés, les petits poissons, les gros poissons, l'homme. De petit taux en petit taux, les « Y-en-a-rien-du-tout » des services officiels se multiplient. Et peuvent se concentrer jusqu'à 10 000 et 60 000 fois la dose initiale. D'où provient cette insidieuse infection ? Des résidus industriels ?

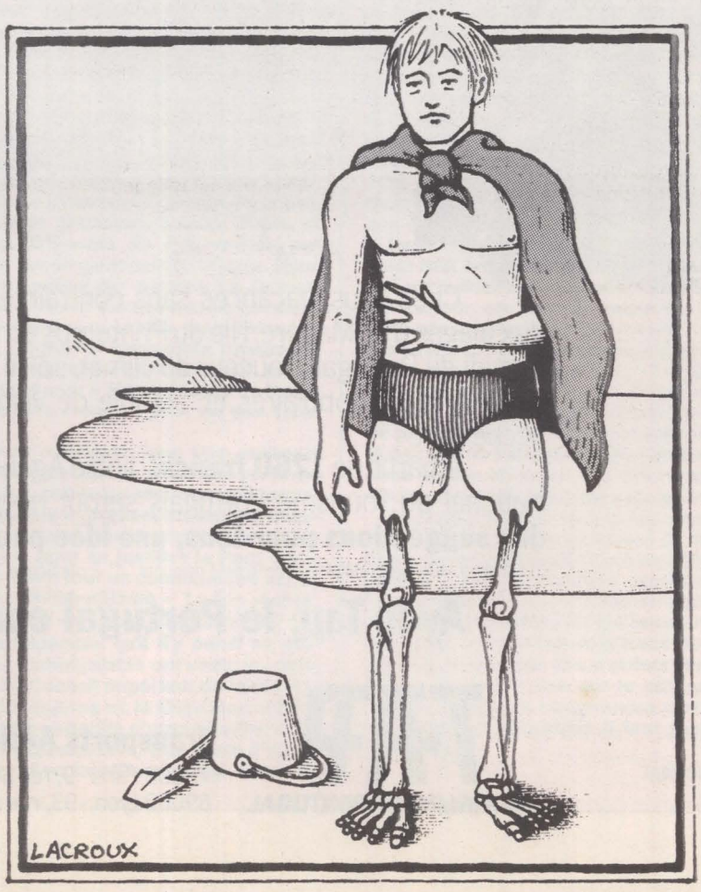
Les boues jaunes et les boues rouges

Tout commence en aval de Rouen. Trois usines, Rhône-Progil, A.p.c., et l'usine de Grand-Couronne dans la banlieue de Rouen ont, par arrêté du 26 mars 1974 du préfet de Seine-Maritime, l'autorisation de déverser en mer leurs phosphogypses résiduaires provenant de la fabrication d'acide phosphorique. Des barges vont répandre à 10 km au large de Deauville-Trouville, des boues « jaunes ». Une autre usine du Havre — la Cofaz — est pourvue d'une tuyauterie longue de 14 km dont 7 en mer et rejette chaque jour 2 700 tonnes de résidus. Sur une zone spécialement choisie par des experts : une frayère. C'est-à-dire un nid à poissons. Regrettable. Les pêcheurs se reconvertissent, ils conduisent les barges polluantes, achetées aux frais de l'agence de Bassin sur les 10 millions de francs taxés aux pollueurs...

Les produits toxiques concentrés par les mollusques sont des plus connus : le fluor, l'arsenic, le plomb, le mercure. Mais aussi le cadmium, extrêmement nocif. Son rejet en mer a été interdit par la convention d'Oslo. Convention ratifiée par la France. Et pourtant... D'autres exemples foisonnent. La mal aimée — et pour cause — usine Than et Mulhouse chassée des bords du Rhin par les actions énergiques des défenseurs de la nature alsaciens s'est installée bien discrètement en baie de Seine. Ses résidus sont les mêmes que ceux de la Montedison italienne : des boues rouges. Et quotidiennement d'autres usines de moindre importance rejettent du mercure et des solvants toxiques. Les industries traditionnelles les plus polluantes, les cidreries ou les laiteries, ont fait des efforts pour pallier leurs défauts. D'autres, par contre, tournent les difficultés. Comme le S.m.n., sur l'Orne. En ayant un collecteur « officiel » au débouché duquel on fait les analyses d'usage, et un collecteur « clandestin » qui fonctionne la nuit et rejette à qui mieux mieux ses eaux polluées et fumantes dans le fleuve. Et les épidémies de conjonctivite constatées chez les ouvriers et au voisinage de l'usine ne semblent pas inquiéter outre mesure les services de l'Hygiène.

Dresser un tableau noir mais véridique d'une situation si dramatique pourrait peser lourd sur le tourisme. Pourtant M. Merlin ne s'en porte pas trop mal. Ses « Merlinades », front de mer de béton, bien que mal accueillies dans le pays s'offrent une publicité intense. Bientôt Houlgate et Cabourg crouleront à leur tour sous l'inflation immobilière. Honfleur sera dans les années 80 enserré dans un nœud d'autoroutes et le nouveau port de Deauville affiche sa médiocrité. Les courants déviés font de la plage de Trouville la plus riche en bactéries.Les mauvaises langues disent qu'un microbe ne s'y risquerait pas... Triste record. Triste agression de l'œil.

Des bandes de littoral qui virent au noir, le flux qui charrie les blocs de mazout, les emballages — indestructibles — de plastique, « la pollution visible » est celle qui émeut le plus les baigneurs. On dit qu'elle est « accidentelle ». C'est le dégazage des pétroliers en mer. Interdit. Oui, mais pour une petite amende, on vidange tout de même. Ce sont les marées noires célèbres : celle du Torrey-Canyon par exemple. Plus récemment c'est un tankeur danois qui rentrait en collision avec un pétrolier de la B.p. dans le



chenal du Havre : 1 670 tonnes de fuel lourd à la mer. Pour rassurer le touriste on a mis en place le plan Polmar (pollution maritime). Qui a permis d'accroître la pollution. Car pour disperser le fuel lourd on a utilisé des produits inefficaces, en l'occurence la Finasol et le... B.p. 1100. Leur utilisation massive intoxiqua les soldats du contingent ! On peut être inquiet pour l'avenir, lorsque les pétroliers géants de 500 000 tonnes viendront échouer à la pointe du Havre, au terminal d'Antifer.

Ces considérations ne semblent pas ébranler les techniciens de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes. Pour eux, l'important dans toute pollution chimique ce sont les « incidences mécaniques ». Par exemple le déversement de nuages de poudre qui peut colmater les branchies des poissons. Quant à s'inquiéter sur les dangers de la « poudre »... Et ils font preuve d'un remarquable optimisme : « S'ils (les poissons) s'aperçoivent que l'eau est trouble, ils iront ailleurs. » Mais pour l'Institut, le plus important, c'est la pollution urbaine. Evidemment, grâce aux nouvelles stations d'épuration, elle peut, elle va regresser. C'est visible, voire spectaculaire. Et surtout, ce sont les municipalités qui paient. Chèrement ; au-dessus de leurs moyens. La prochaine station, celle de Dives, sera mise en service en 1976. Elle fonctionnera en syndicat intercommunal avec Cabourg et Houlgate. Des stations conçues pour 1 500 personnes sédentaires et 60 000 utilisateurs en période estivale. Les frais d'entretien étant coûteux, les municipalités, toujours pauvres, offrent à des entreprises d'utiliser ces stations. Le seul ennui, c'est que la plupart du temps les déchets déversés par les industriels ne sont pas des déchets organiques — pour lesquels sont conçues les stations — mais des déchets contenant des acides et des hydrocarbures. Alors il peut arriver que les bactéries utilisées pour régénérer les eaux usées meurent. Et les stations ne servent plus à rien.

La lutte pour la protection du littoral, pour la protection de la nature est en premier lieu une question de budget. Et de l'argent, on dit qu'il n'y en a pas. Les industriels préfèrent être taxés de sommes considérables et ne pas investir dans des installations mieux adaptées. Mais ils font le classique chantage au chômage pour ne pas payer les taxes. L'Etat les soutient. Pour Louis Mexandeau, député du Calvados qui a réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la pollution dans la Manche et particulièrement en baie de Seine, « l'écologie et l'économie, cela ressemble aujourd'hui aux demandes des syndicats avant Mai 1968. Pourtant les installations anti-pollution ne coûtent pas si cher, et il est très facile de les intégrer au coût. Seulement les patrons ne veulent pas payer. Or « quelque part », quelqu'un paye : la collectivité. Seuls les profits sont privatisés ».

JOSETTE BARBIERI

Metz

L'Université asphyxiée

« Il y a trop d'étudiants dans la région parisienne, pas assez en province ». C'est ce que déclarait, non sans raison, Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux Universités, devant l'Assemblée nationale, le 5 novembre dernier. Naturellement, il allait s'efforcer de remédier à la chose. En décentralisant.

A Metz, c'est justement cela qu'on attendait impatiemment. Chef-lieu d'un département d'un million d'habitants, la capitale de la Lorraine du nord ne possède — depuis peu — qu'une toute petite université : elle compte 5 000 étudiants cette année. Nul doute que l'U.e.r. de Droit, par exemple, dont les étudiants devaient se déplacer, pour suivre leurs travaux dirigés, à 2 km du campus où avaient lieu leurs cours (abrités par les littéraires et les scientifiques), allait enfin être dotée d'un bâtiment bien à elle. Nul doute qu'on allait mettre en place au moins les seconds cycles de tous les enseignements dont existaient déjà les premiers cycles. C'est logique, non ?

Logique peut-être, mais pas giscardien. A l'heure qu'il est le bâtiment de l'U.e.r. de Droit n'a pas commencé à sortir de terre, pour la bonne raison que le milliard et demi (ancien) qu'il faudrait n'est pas débloqué. Mieux, alors qu'actuellement sont en troisième année de Droit les étudiants qui ont inauguré cette U.e.r. en 1972-1973, l'incertitude la plus totale pèse sur la mise en place de la quatrième année. Chez les scientifiques, on avait lancé, la même année, une maîtrise de Sciences et Techniques (« choix et structure des matériaux ») en quatre ans, qui devait être suivie d'une cinquième année débouchant sur le titre d'ingénieur. On vient d'annoncer la mort de cette filière, moyennant quoi les étudiants (actuellement en 3e année) n'ont plus qu'à se reconvertir. C'est là ce qu'on appelle une politique décentralisatrice conséquente.

Ce sont là, déjà, trois scandales. Mais il y en a un autre. Comme toutes les Universités, celle de Metz « boucle » son enseignement à coups d'heures complémentaires. Celles-ci sont assurées soit par les enseignants du supérieur sous forme d'heures supplémentaires, soit par des enseignants extérieurs au supérieur qui viennent donner une heure de-ci de-là. S'il était limité ce système serait convenable. Mais il a connu une inconcevable inflation, parce qu'il coûte beaucoup moins cher à l'Etat que des postes d'enseignant. Encore les heures complémentaires ne sont-elles attribuées qu'au compte-gouttes. Début février, il en fallait 2 500 à l'Université de Metz pour finir l'année. Il ne fallut pas moins d'une menace de fermeture de l'établissement pour arracher 1 200 heures le 24 février. On verrait plus tard pour le reste. Et on a si bien vu que, le 9 avril, on apprenait que 4 000 heures seraient retirées bientôt au crédit total de l'Université.

Du coup, l'Université de Metz, déjà incomplète et mal équipée, est en danger de mort. Et cela explique la force de la riposte des organisations démocratiques. Depuis le mois de février, les enseignants et les étudiants messins se mobilisens sous l'impulsion, notamment, des étudiants socialistes et du P.s. qui ont distribué, seuls ou en commun avec d'autres organisations, plusieurs tracts. Depuis le 21 avril, c'est le Comité départemental d'action laïque qui a pris l'affaire en main. Le 23 avril, plus de mille manifestants ont parcouru les rues de Metz. Et les choses n'en resteront pas là, car l'Université de Lorraine-nord ne veut pas mourir. Même pour faire plaisir à Jean-Pierre Soisson, qui rêve d'installer à Sémécourt, à 10 km au nord de Metz, une Université technologique sur le modèle de celle de Compiègne, entièrement aux mains du patronat et du secrétariat d'Etat.

Car c'est bien là le fond de la question. Si les difficultés de Metz en arrivent à mettre en cause son existence même, la plupart des autres Universités se débattent elles aussi dans d'inextricables problèmes matériels. Ce qui n'empêche nullement Soisson de lancer auprès des présidents d'Université une vaste enquête préparatoire à l'établissement de « contrats pluriannuels de développement » liant son secrétariat d'Etat et chaque université. Une belle foire d'empoigne en perspective, qui lui permettra de mieux diviser pour régner.

Si la misère matérielle des Universités a un sens politique, c'est bien en effet celui-là. Fini le temps où chacun menait son affaire dans son coin. Avec Soisson, le Pouvoir restaure son pouvoir. Non sans habileté du reste. A Caen, il multiplie pressions et manœuvres pour empêcher l'élection comme président d'un professeur de gauche. A Toulouse - Le Mirail, il nomme un administrateur provisoire qui s'éternise. A Amiens, il dissout le Conseil d'Université, si bien que le président n'a plus d'instance sur laquelle s'appuyer. Mieux encore, Soisson se prépare à changer la majorité de plus d'un conseil d'Université en y diminuant, à coup d'astuces juridiques, la représentation étudiante. Contre le Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il joue la Conférence des présidents d'Université. Contre l'un et l'autre à la fois, il pourrait éventuellement jouer de cette espèce de Conférence nationale des étudiants qu'il envisage aussi de créer. Tout cela sous prétexte de concertation : « Vous m'aiderez de vos conseils quand je vous le demanderai », comme disait Louis XIV.

Quant au véritable débat politique qui, en deçà et par-delà les discussions avec les organisations représentatives et les responsables universitaires, passe nécessairement par le Parlement, il n'en est comme par hasard pas question. Jean-Pierre Soisson vient carrément de faire savoir qu'il imposerait ses réformes par voie réglementaire : décrets, arrêtés, circulaires. Parce que c'est, paraît-il, plus propre à la « concertation ». Avouez qu'elle est bonne fille, cette concertation-là.

Cette démarche n'aurait-elle pas plutôt pour raison la volonté d'éviter un débat où il faudrait tout de même abattre quelques cartes sur la table ? C'est bien pourquoi la gauche devrait se donner comme objectif d'obliger Soisson et le gouvernement à un tel débat. Devant la crise dans laquelle s'enfoncent les Universités françaises, le Parti socialiste en tout cas ne saurait rester muet. Il proposera prochainement des mesures immédiates pour mettre Soisson au pied du mur.

JEAN-PIERRE MOULINS

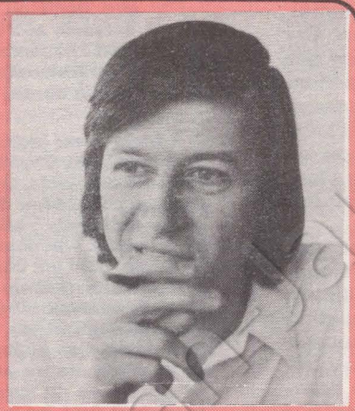
changer la vie culturelle

Théâtre
VISAGES DU QUEBEC

Jean Barbeau est un jeune auteur québécois. Le Théâtre du Lucernaire, caché au cœur de Montparnasse (18, rue d'Odessa), présente deux pièces de lui : « Solange » et « Goglu ». Ce sont deux créations mondiales, et pour le public français, l'occasion de découvrir la force et la richesse de cette langue longtemps étouffée : le « joual ». C'est joué par la troupe des « V.g.c.i. du Québec ». Trois comédiens assez étonnants : Aude Nantais, Jean-Joseph Tremblay et Michel Daigle qui donnent un visage et des gestes à ce réalisme cru et drôle que le cinéma du Québec nous fait entrevoir épisodiquement. Aude Nantais a été clown et elle sait mettre toute la tristesse du monde dans le regard de son personnage : Solange est une religieuse en rupture de couvent ; elle découvre l'amour avec un révolutionnaire qui lui fait un enfant et finit en prison ; dans sa tête, dans son monologue, le diable a le visage de Marx et l'ordre social celui du Christ ; peut-être est-ce l'inverse ; elle ne sait plus ; et si toutes les idées reçues étaient fausses ? Solange est un peu le symbole de ce peuple québécois qui s'aperçoit que les valeurs qu'on lui a mises dans le crâne ne sont que des « menteries ». Goglu et Godbout, Dupont et Durand du Québec, campés par Daigle et Tremblay, sont mal à l'aise dans ce climat de mensonge permanent : entre l'ennui et la révolte, ils se sentent impuissants, écrasés, injustement punis ; ils crèvent à petit feu, de jours de travail en jours de congé ; ils sont sans horizon. L'écrivain Barbeau ne claironne pas de solutions-miracles. Il laisse ce soin aux militants et aux hommes politiques. Il se contente de montrer du doigt la réalité quotidienne québécoise dans ses contradictions idéologiques (« Solange ») et dans ses drames quotidiens (« Goglu »). Les « V.g.c.i. du Québec » espèrent rester longtemps en France pour donner à voir et à comprendre leur pays. Souhaitons que les animateurs culturels de province ne les laissent pas repartir trop vite.

J.P.-L.

Chanson
BERTIN EN LIBERTE



Chanteur, auteur de comédies, responsable syndical au Syndicat des Artistes-Interprètes, Jacques Bertin vient de faire entendre sa voix de manière assez retentissante et pertinente : il a profité d'une tribune libre qu'on lui avait octroyée dans le mensuel « Pilote » pour dire leur fait « aux petits copains du show-biz », pour dénoncer l'attitude des radios et télévisions qui se font des émissions à peu de frais en faisant se produire des artistes sans les payer. A titre d'exemple, Bertin prend à parti les déclarations faites par José Artur et Pierre Bouteiller au « Quotidien de Paris » : « Les artistes sont tous des copains, disent-ils, ils viennent gratuitement participer à nos émissions ». Bertin leur répond : « Je ne suis pas un copain, je suis un travailleur. Quand les Carpentier font un « Top à », ils payent tout le monde et très bien. Alors, pourquoi deux poids deux mesures ? ». Bertin est chanteur, répétons-le. Il passe actuellement, jusqu'à la fin du mois de mai, au Théâtre Mouffetard, à Paris. Son courage lui a valu quelques représailles ; il n'avait fait que jeter l'anathème contre un système ; certains en ont fait un problème personnel : Pierre Bouteiller dans son « Magazine » et José Artur pour son « Pop-Club » ont refusé de parler du tour de chant de Bertin ; et Jacques Chancel a trouvé un prétexte pour annuler la « Radioscopie » qu'il devait lui consacrer. Pourtant Bertin n'avait fait qu'énoncer des évidences : « C'est parfaitement réactionnaire de vouloir faire vivre les artistes d'amour et d'eau fraîche, de considérer qu'ils ne pratiquent pas un métier... » Bertin n'avait fait que parler en toute liberté. Comme il chante.

Jacques Bertin, un des fers de lance de la « jeune chanson ». Qui chante depuis sept ans. Qui en est à son cinquième 33 tours. Un ton personnel : insolence et amitié, confidence et révolte. Une façon très personnelle de construire ses chansons : avec des mots de tous les jours, dans la simplicité du vocabulaire nu. Il présente ainsi son dernier disque (Alvarez C 486 U) : « Et moi, de ces oiseaux, j'en ai un dans la gorge qui parle quand je parle et quand je chante qui s'envole. Il cisaille l'azur en deux : je le regarde poings serrés ».

Action culturelle
LE P.S. A NANCY ET A CANNES

A Nancy, à l'occasion du Festival mondial de Théâtre, Dominique Taddeï, secrétaire national à l'Action culturelle, tiendra une conférence de presse le 16 mai à 14 heures ; il y dira une nouvelle fois les méfaits de la politique culturelle menée par Michel Guy et le gouvernement actuel. Dans cette même ville de Nancy, Bernard Pingaud représentera le P.s. au « Colloque sur la décentralisation dramatique » organisé par Jack Lang les 10, 11 et 12 mai.

Le P.s. sera également présent au Festival de Cannes. A sa façon : le secrétariat national à l'Action culturelle et la Fédération des Alpes-Maritimes du Parti socialiste organisent une « semaine socialiste du film politique » du 20 au 23 mai au cinéma Le Lido. Des projections thématiques sont prévues et des responsables nationaux animeront les débats qui suivront : le 20 mai « Les luttes sociales » et Dominique Taddeï ; le 21 « L'énergie nucléaire et la pollution » et Robert Chapuis ; le 22 « Les peuples en lutte », un représentant du peuple palestinien, un représentant du Grunc et Claude Estier ; le 23 « Les femmes » et Charles Josselin. Parallèlement auront lieu des rencontres sur les orientations du Parti socialiste en matière de cinéma.

Festivals
DANS LES RUES DE MARSEILLE ET DU HAVRE

« Mai au Mini » va offrir à Marseille son festival. De midi à minuit le « Mini-Théâtre » investit la place Carli ce samedi 10 mai. Au total un nombre impressionnant de manifestations diversifiées : 7 pièces de théâtre, 2 spectacles pour enfants, des chanteurs, des écrivains (Yves Navarre, Edmonde Charles-Roux), des compositeurs, des concerts, un spectacle de danse, des librairies, des boîtes à disques, des fanfares et des stands d'informations de tous les organismes culturels de Marseille. La municipalité a prêté son concours. On peut s'attendre à une journée de fête populaire. L'essentiel du ton étant donné par les spectacles de rue : les jongleurs Meli et Melo, le guignol de Max Tagel, le clown Footit et ses oies savantes, un homme-orchestre, un funambule, l'orgue de barbarie des frères Annezo, des cyclistes acrobates, des cracheurs de feu, des bonimenteurs, etc.

Même ambiance au Havre où se déroulera, jusqu'au 24 mai, la Quinzaine municipale de la jeunesse. Au programme : Ray Charles, les Ballets modernes de Paris, Pierre Vassiliu, du cinéma non-stop, des groupes folkloriques, le Théâtre de l'Utopie, les bateleurs du groupe Abracadabra, des cavalcades, etc. Là, chaque manifestation sera reprise à tous les horizons de la ville et de sa banlieue.

Livres

DUCLOS ECRIVAIN

Depuis 1920, 55 années se sont écoulées : de quoi remplir pleinement la vie adulte d'un homme. Cette durée fait qu'aujourd'hui disparaît la première génération de communistes français qui n'avait eu d'autre engagement politique réel que le communisme. Jacques Duclos était le symbole de cette génération.

L'adolescent apprenti pâtissier qui avait rêvé d'être instituteur, le soldat de la classe 16, le jeune homme démobilisé dans un monde en bouleversement, en un mot le Jacques Duclos d'une jeunesse sacrifiée — la jeunesse dont les camarades sont dans les cimetières — avait déjà le cœur socialiste. Comme beaucoup de jeunes d'alors, qui étaient venus après l'Armistice grossir les rangs du parti de Jaurès, la Révolution russe — cette grande lueur à l'Est — avait été le signe des temps nouveaux. L'adhésion à l'Internationale communiste allait de soi. Cette jeunesse fit la majorité de Tours. Ensuite, beaucoup partirent. Mais Jacques Duclos resta.

C'est-à-dire que toute sa formation, il la trouva dans les rangs du communisme. Sa formation militante bien sûr, mais aussi sa formation intellectuelle. Le socialisme avait été pensé, pour l'essentiel, par des bourgeois, petits ou grands, qu'ils s'appellent Marx, Jaurès ou Lénine, pour ne prendre que des noms qui eurent une influence profonde sur Jacques Duclos. Avec la création des partis communistes et leur volonté incontestable de promouvoir une élite issue des travailleurs manuels, la réflexion sur le socialisme pouvait prendre un autre tour. En général d'ailleurs, il faut bien reconnaître que son enrichissement allait être médiocre à l'intérieur du cadre humain nouveau qui lui était donné, les hommes en place étant dévorés par les réussites de l'action et subissant les effets d'un handicap culturel de départ.

Culture d'autodidacte et culture prolétarienne, la seconde confondue souvent avec la première : telle pourrait être la caractéristique d'une période de mouvement et d'évolution. La base en était en France la « communale » de Jules Ferry, première grande étape de l'éducation de masse dans un pays qui découvrait, cent ans après, les chemins que lui avait ouvert une révolution bourgeoise. A partir de là, toute une génération de militants ouvriers dévoreuse de livres, le soir, après des journées épuisantes. Ce n'est pas de l'imagerie. Ceux qui ont eu le bonheur et la chance de recevoir dans l'enfance et dans l'adolescence le message culturel, ne doivent pas oublier qu'à l'heure où eux-mêmes souvent ne lisaient plus, avec l'excuse de la vie qui vous occupe, du travail et de la famille, d'autres, autant occupés qu'eux, commençaient à lire. Jacques Duclos a été de ceux-là : comme il l'écrivit lui-même, il lui fallut d'abord « apprendre à apprendre ».

Au bout du compte, une culture phénoménale. Mais une culture concrète, utilitaire presque. Celle de l'engagé politique, qui absorbe avec la même boulimie le journal et le livre et qui a d'abord envie de lire ce qu'il considère comme étant sa tradition et son acquis culturel. Les philosophes du XVIIIe siècle, les orateurs de la Révolution française, les maîtres du socialisme du XIXe siècle, Lénine, voilà les fondements de l'encyclopédique connaissance de Jacques Duclos. Plus l'Histoire, qui fournit tant d'aliments à la réflexion et à l'action. Et le reste, les grands auteurs, découverts avec émerveillement.

A partir de 1960, Jacques Duclos dégagé d'une partie de ses tâches les plus absorbantes — notamment la tâche parlementaire, bien réduite sous la Cinquième République par rapport à celle des élus sous les républiques précédentes — prend la plume et avec une régularité stupéfiante, produit des ouvrages qui sont tous une réflexion à partir de l'expérience acquise confrontée avec le présent.

N'y cherchons pas une œuvre « littéraire ». Il n'y a pas la prétention là-dedans à s'inscrire parmi les stylistes de la pensée politique. Jacques Duclos écrit comme il parle, avec ce talent naturel de conteur que des millions de Français lui découvriront pendant sa campagne présidentielle. Un conteur à la dent dure, redoutable polémiste, un des meilleurs des assemblées de la Quatrième République. Il y a quelques mois encore, le « Prince » — reste de la communale d'avant 14, Duclos n'aimait ni les titres nobiliaires ni les particules — Poniatowski eut l'occasion de l'apprendre à ses dépens dans l'hémicycle pourtant traditionnellement feutré du Sénat. Aussi les littérateurs professionnels font-ils la fine bouche. Le malicieux Duclos s'en souciait peu.

En quelques années, une série d'ouvrages qu'il faut qualifier de pédagogiques : « L'avenir de la démocratie », « Gaullisme, technocratie, corporatisme », « De Napoléon III à de Gaulle » — qui sont des ouvrages de polémique contre le système gaulliste à partir d'une comparaison avec les exemples d'autoritarisme apportés par l'Histoire de notre pays depuis 1789 — « La Première Internationale » et « Octobre 17 vue de France » — qui sont à verser au dossier de l'Histoire écrite par les socialistes les plus engagés, sur la lancée de l'Histoire socialiste de la Révolution française tentée par Jean Jaurès.

Pour finir, les « Mémoires », un genre peu pratiqué dans les milieux communistes. Jacques Duclos est là, grâce sans doute au temps que la vie lui a laissé, mais aussi par sa volonté, une sorte de précurseur.

Qu'on ne s'y trompe pas : la critique historique et la controverse politique peuvent exercer leur sévérité sur ces ouvrages. Jacques Duclos ne met pas son drapeau dans sa poche et souvent, la glorification du Parti communiste agacera le non-communiste. Disons même, sans être provocateur, qu'elle a pu agacer des communistes de la génération d'après, plus soucieux de cerner la réalité et à la recherche de vérités plus complexes. Mais, avec ses défauts et par ses défauts, l'œuvre de Jacques Duclos écrivain est justement exemplaire. On y trouve à la fois l'énormité de la connaissance acquise par des nuits de veille, les fondations laïques de la culture populaire française, la prodigieuse vivacité d'un esprit sans arrêt à la recherche de ce qui peut servir la cause sacrée qu'on a choisie, et une ouverture d'esprit, une générosité devant le monde qui fait que le vieil homme, certainement endurci par le caractère souvent brutal des luttes qu'il avait menées, conservait la fraîcheur d'un cœur d'enfant.

Cette spontanéité est peut-être, quelques jours après la disparition de cette figure du panthéon communiste, ce qui touchera le plus celui qui prendra le temps de relire quelques pages de Jacques Duclos. Il fut souvent un adversaire impitoyable des socialistes que nous sommes. Il fut un exemple de discipline dans un mouvement qui brisa tant de corps et tant d'âmes. Autant de raisons pour mieux découvrir une fois encore que chacun possède ses jardins secrets, qui dépassent les jugements schématiques d'adoration ou de haine qu'on verse trop souvent sur les disparus.

GEORGES FRAMERIES

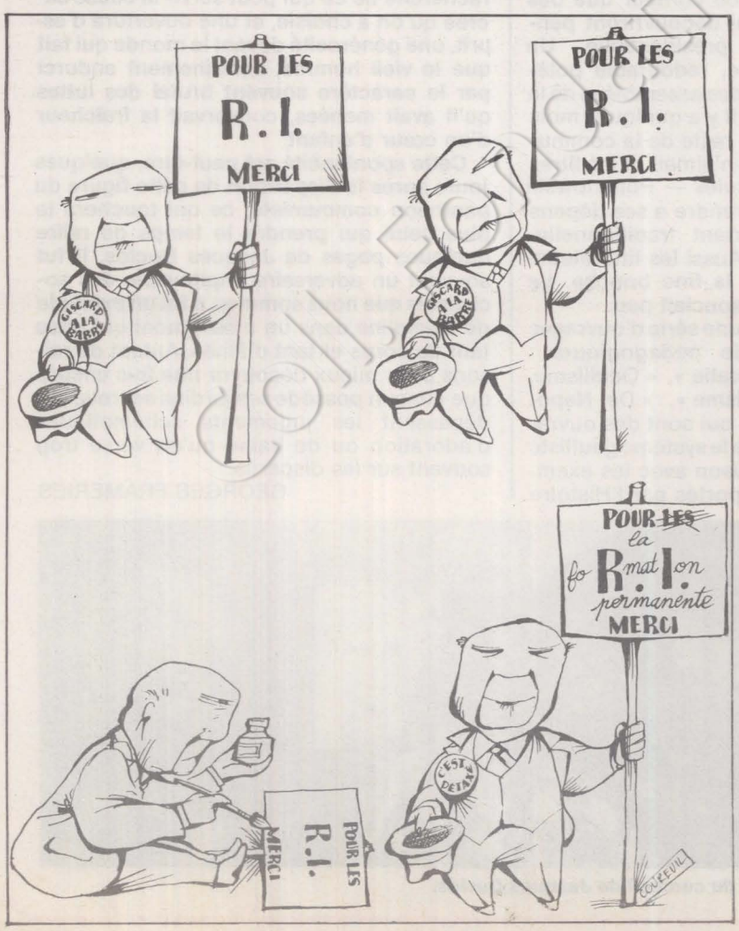


La dernière garde autour du cercueil de Jacques Duclos.

LES TRUANDS DU PATRONAT

III. L'art et la manière d'utiliser la Formation permanente

Le 4 juillet 1974, Roger Chinaud, alors secrétaire général des Républicains indépendants, et maintenant rétrogradé au poste de président du groupe parlementaire, réunit les hommes et les femmes qui ont dirigé au niveau national les comités de soutien à Valéry Giscard d'Estaing. Deux mois plus tôt, leur candidat était élu. Installé au 57 de la rue du Chevalret dans le 13e arrondissement, ce comité a imprimé des journaux, diffusé des affiches, ronéotypé des tracts et recueilli bon nombre des fonds patronaux qui ont financé cette campagne. C'est là, par exemple, qu'a été fabriqué un journal tiré à un million d'exemplaires « Spécial élections professions » distribué entre les deux tours. La majorité des articles et la conception du journal provenaient d'un quotidien économique, en large partie possédé par le trust Saint-Gobain Pont-à-Mousson, « le Nouveau Journal ».



Mais maintenant la campagne est terminée. Il s'agit de doter les Républicains indépendants d'un véritable parti et de lui fournir les moyens financiers d'y parvenir. Dans un long exposé, Roger Chinaud explique : « J'exprime mes remerciements à tous les adhérents du Comité national de soutien... Au nom de Valéry Giscard d'Estaing je vous donne un quitus politique et financier entier et sans réserve ». Effectivement, les giscardiens ont eu le mérite de ramasser, avec beaucoup plus de discrétion que les amis de Chaban, la manne patronale. Ce qui ne signifie en aucun cas qu'ils aient disposé de moins d'argent. Bien au contraire.

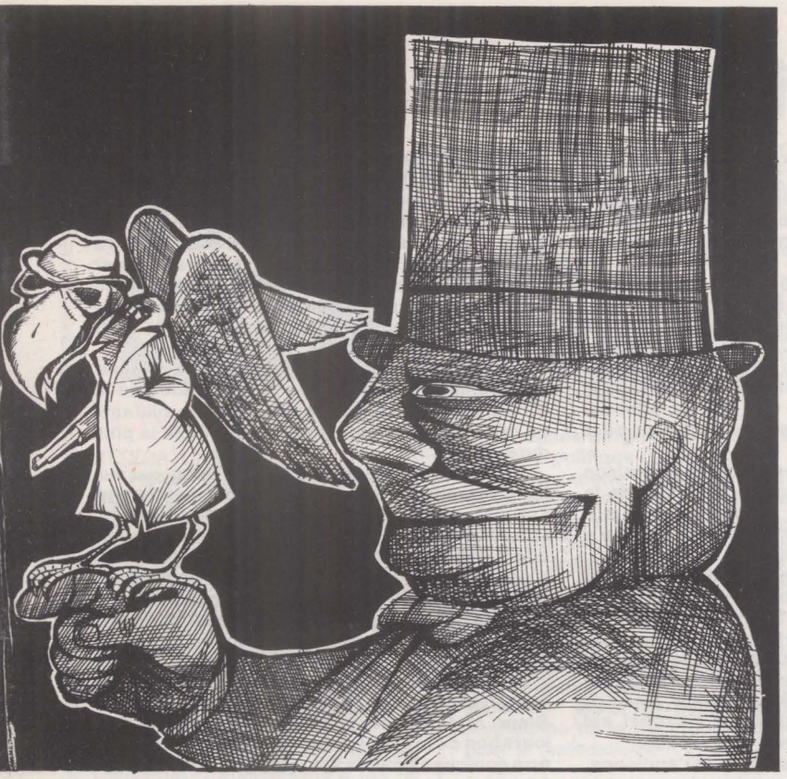
Le projet de Chinaud

Passés les compliments d'usages, Roger Chinaud passe alors à l'essentiel de cette réunion. Le Comité national de soutien à Valéry Giscard d'Estaing ne sera pas dissous, bien au contraire il doit « constituer une structure nouvelle d'accueil et d'animation. Il est investi par là même au sein de la majorité présidentielle d'une mission importante. » Roger Chinaud de poursuivre : « Le Comité national interprofessionnel de soutien à Valéry Giscard D'Estaing n'est pas un parti politique... Le C.n.i.s., dans tous les domaines établira des liaisons permanentes et vivantes avec les instances politiques et gouvernementales afin que l'information circule rapide et sûre dans les deux sens entre le président de la République et les hommes dans les entreprises. »

Ce pathos manque de clarté. Mais le projet de Roger Chinaud est clair. Il commencera à se concrétiser en septembre 1974. Ce jour-là, l'état-major des Républicains indépendants se retrouve au siège de la Fédération nationale au 195 du Bd Saint-Germain. Les cinq hommes clés de l'appareil giscardien sont là : Michel Poniatowski, Roger Chinaud, Jacques Dominati, Jean-Pierre Fourcade et le représentant personnel de Valéry Giscard d'Estaing, un ancien trésorier payeur général devenu chargé de mission à l'Elysée, Victor Chapot. Ces cinq hommes décident de renforcer l'appareil du Comité national interprofessionnel de soutien. Il compte sur lui pour faire rentrer de l'argent dans les caisses. C'est pourquoi ils entourent cette opération d'un grand secret.

De nouveaux locaux, très luxueux, sont acquis au 50 de l'avenue Daumesnil dans le 12e arrondissement de Paris. En décembre 1974 le déménagement est fait. Sous la houlette d'Armel Michel Menière, un homme d'affaires, familier des rangs giscardiens, une société anonyme au capital de 100 000 F est créée. Elle prend le nom de Groupement interprofessionnel d'informations économiques et sociales. (G.i.i.). Parallèlement, trois autres sociétés sont créées : le Cidoc (Centre interprofessionnel de documentation économique et sociale), le Cides (Centre interprofessionnel d'enquêtes économiques et sociales) et le Cifor (Centre interprofessionnel de formation économique et sociale). Les étiquettes sont flatteuses et elles ont un avantage : pour qui n'est pas dans le secret impossible de savoir qu'il s'agit là de sociétés-écrans faites pour que l'argent rentre dans les caisses des R.I.

collection Archives



Les giscardiens, Chinaud en tête, sont passés maîtres dans l'art d'utiliser à leur avantage une loi dite sociale : la Formation permanente. Déguisés en formateurs, ils remplissent, avec la complicité du patronat, et en toute impunité, les caisses de leur parti.

En gens prudents, et organisés, les giscardiens tiennent là un très bon moyen de financer en toute légalité leur parti. L'U.d.r. qui dans la chasse au fric s'est fait une solide réputation n'avait pas de ces finesses. Quand il fallait de l'argent, les gaullistes montaient des bureaux d'études bidons, des officines de fausses factures et autres entreprises. Le système fonctionnait quelques mois à la satisfaction de tous et de chacun, puis s'écroulait bruyamment dans une odeur de scandale. Bref, on construisait sur du sable. Et il fallait sans cesse recommencer.

Les giscardiens, eux, comprirent assez vite que de telles structures n'étaient guère compatibles avec leur souci des bienséances et de la rentabilité. Le schéma qu'ils mettent en place en décembre 1974 a un grand mérite : il est parfaitement légal. Impossible de rêver mieux. Il repose sur quelques-unes des failles d'une loi « sociale », celle de la Formation permanente.

Lorsqu'elle fut votée, le 16 juillet 1971, cette loi devait être, en quelque sorte, le symbole de cette « Nouvelle société » voulue par Jacques Chaban-Delmas et qui trébucha sur une feuille d'impôt. Aux termes de cette loi, les employeurs doivent consacrer à la formation permanente au moins 1 % de la masse des salaires qu'ils paient chaque année. En 1973, la masse salariale totale des 114 000 entreprises soumises à ces dispositions s'est élevée à 234 milliards de Francs. Et les fonds consacrés à la formation par les entreprises ont été de 3 milliards 390 millions. Une somme énorme donc. D'autant que les plus grosses entreprises — celle de plus de 2 000 salariés — ont dépensé 2,4% de leur masse salariale à la formation permanente.

Cette masse d'argent a fait rêver certains. Certes, si l'on aligne des chiffres, les résultats de la formation permanente semblent élogieux. Malheureusement, ces stages ne font l'objet d'aucun contrôle. Et les entreprises peuvent sortir en toute légalité des fonds de leur comptabilité qui sous prétexte de formation permanente vont venir financer des officines de police parallèle ou des partis politiques. C'est ce principe que les giscardiens ont parfaitement compris.

Dans le premier trimestre de 1975, grâce à un ordinateur de modèle Univac, installé dans les locaux du Comité national interprofessionnel de soutien à Valéry Giscard d'Estaing, et servi par cinq techniciens en informatique engagés pour la circonstance, ce comité fait parvenir à 8 700 entreprises une documentation sur les charmes de la formation permanente. Comme la discrétion est toujours de rigueur dans ce genre d'opération, les enveloppes sont frappées du sceau confidentiel. Les chefs de l'entreprise se voient alors proposer des stages de formation pour leurs employés. Les frais d'inscription pour 9 jours de cours s'élèvent à 4 500 F par unité. T.v.a. non incluse. Ce qui doit laisser à l'arrivée un très honnête bénéfice.

La lettre envoyée à chaque P.d.g. précise que des conventions de formation peuvent être passées entre l'entreprise et l'officine giscardienne : « Cette convention de formation établie selon la réglementation en vigueur permet à l'entreprise d'imputer les dépenses effectuées sur sa contribution au titre de la formation professionnelle continue. » Ce qui veut dire que l'entreprise peut ainsi financer hors taxe le parti giscardien.

Bien évidemment, ce système n'a que des avantages : légalité, discrétion, efficacité. C'est une nouvelle méthode que les giscardiens introduisent dans les recettes traditionnelles de financement des partis politiques de droite par le patronat. Grâce à eux, on passe de l'âge artisanal à l'âge industriel.

Mais comme les vieilles recettes du passé ont encore parfois du bon, ce comité de soutien à Valéry Giscard d'Estaing a aussi recours à une méthode déjà usée, mais toujours d'actualité : la facturation d'abonnements et de documentations qui permet là aussi des transferts de fonds en toute légalité. C'est ainsi qu'il propose pour la somme de 500 F annuels, l'envoi régulier de quelques prospectus sur ses activités, et la vie économique. Bien entendu le coût réel de fabrication de ces documents ne correspond pas au prix de vente. Mais cela permet encore à l'entreprise de donner en toute légalité quelques sous supplémentaires.

Encore Peugeot et la C.f.t.

Cette recette cuisinée par les giscardiens, nombre d'entreprises l'ont reprise pour financer des syndicats maison ou des officines de police parallèle. C'est ainsi que, par exemple, Peugeot a procédé pour faire quelques cadeaux à la C.f.t. Le 15 juillet 1972, Armand Claude, responsable de la fédération des métaux C.f.t., fait parvenir au général Charles Feuvrier (voir les deux précédents numéros de « L'Unité ») directeur du personnel de Peugeot, deux factures de publicité relatives à la parution de placards publicitaires Peugeot dans un bulletin de la C.f.t. Montant de la note à régler : 7 000 F.

→



La guerre des débris

Décidément la C.f.t. n'a pas de chance avec la Justice : elle supporte très mal de passer devant un tribunal.

Le 21 avril, à Lyon, la C.f.t. se retrouvait sur le banc des accusés. Au départ de cette action une plainte en justice de la C.g.t. qui reprochait à la C.f.t. et à Berliet le délit « d'atteinte au libre exercice des droits syndicaux ». Cette plainte était déjà venue devant le tribunal de Lyon le 6 janvier 1975. Ce jour-là, les avocats de la direction de Berliet avaient demandé que l'affaire soit renvoyée pour permettre l'audition de témoins.



Dans ce but, la C.g.t. avait cité de nombreux témoins à l'audience du 21 avril. Leur témoignage devait venir confirmer les documents écrits que la C.g.t. avait déjà rendus publics sur les activités de la firme d'intérim Siter (voir notre document de la semaine dernière) et sur les liens entre la C.f.t. et la direction Berliet. C'est ainsi que devaient parler à la barre Marcel Michaut, ancien responsable de la C.f.t.-Berliet, Lemoine, ancien militant C.f.t. de Roussel-Uclaf et Michel Rouzaud, ancien directeur comptable de la Siter. Ce qu'ils voulaient dire devant le tribunal allait confirmer ce que la C.g.t. et beaucoup d'autres pensaient depuis longtemps de la C.f.t.

Malheureusement les avocats de la maison Berliet qui avaient pourtant accepté lors de la première audience cette procédure, manœuvrèrent pour que l'audience tourne court. Ils y sont parvenus. Une sorte d'aveu.

Le vendredi suivant, un autre procès opposait la C.g.t. à la C.f.t. Cette fois Jacques Simakis, secrétaire général de la C.f.t. avait porté plainte contre Marcel Caille, secrétaire confédéral de la C.g.t. coupable à ses yeux du délit de diffamation. Plus de 30 témoins avaient été cités par la C.g.t. La partie s'annonçait amusante. Démontrer que la C.f.t. est un syndicat patronal est désormais un exercice d'une rare facilité.

Malheureusement, dès le début de l'audience, un incident jusque là inconnu dans les annales judiciaires se produisit. Très normalement la C.g.t. demanda par ses avocats à Jacques Simakis de faire la preuve qu'il était mandaté par son organisation pour intenter cette action en justice : ce dernier en fut totalement incapable. Impossible pour lui de prouver également qu'il était devenu secrétaire général de cette officine dans des conditions légales. Impossible pour lui de produire une délibération du bureau de la C.f.t. lui confiant la responsabilité de traduire la C.g.t. en justice. On se sépara donc sous l'œil sévère du président de la 17e Chambre correctionnelle qui n'apprécia guère ce petit exploit de la C.f.t.

Dimanche, enfin, la C.f.t. réunissait son conseil national extraordinaire. A huis clos, bien entendu. Au terme de cette réunion « plus qu'agitée » selon un des participants, Jacques Simakis perdait son poste de secrétaire général de la C.f.t. Tout le monde s'était mis d'accord pour le trouver trop dévalué et trop marqué par un gaullisme activiste. Par contre, personne ne se mit d'accord sur le nom d'un successeur. Les grandes ambitions existent même dans ce petit monde.

En fait, Jacques Simakis est tombé victime d'un complot tramé par les responsables de la C.f.t.-Citroën, Blanc et Cohen, anciens militants de l'O.a.s. appartenant tous deux à l'aile la plus dure de la C.f.t.

Leur projet : rénover la C.f.t. en s'appuyant sur les giscardiens — ce sont eux qui ont maintenant l'argent — et promouvoir une C.f.t. plus discrète. Les coups que la C.g.t. a portés à la C.f.t. en publiant une foule de documents sur ses activités, n'ont pas amélioré sa position. C'est en quelque sorte une guerre de débris qui secoue actuellement la C.f.t. La tendance qui semble devoir prendre la majorité se veut par rapport à celle de Simakis plus giscardienne, plus pure, plus dure.

Elle s'organise autour du fief Citroën. Et du secrétaire général de la C.f.t. Citroën, Auguste Blanc. Mais elle aussi a son passé. Et il est toujours bon de le lui rappeler. Cela décourage peut-être quelques bonnes volontés giscardiennes qui lui ont promis leur appui dans cette opération.

La C.f.t. de chez Citroën s'est retrouvée mêlée le 14 juillet 1972 à l'organisation d'un commando qui s'est terminé par un viol : l'affaire d'Issy-les-Moulineaux. Alors qu'un membre du commando possédait dans son portefeuille une carte de la C.f.t. et que les preuves ne manquaient pas, l'instruction de cette affaire, trois ans après, n'est toujours pas close. Ça traîne. Mais un jour, on découvrira, là aussi, la vérité. Elle est la même chez Citroën que chez Peugeot ou chez Berliet.

Même rénovée, la C.f.t. n'échappe pas à ses démons. Il est vrai que le patronat la paie pour ce travail.

→

Autre méthode pour financer la C.f.t., la Formation permanente. Au centre de ces pratiques, le Ciepes (Centre inter-entreprises de promotion économique et sociale). A sa tête un certain Louis Mauger, ancien délégué général de la C.f.t. et qui fut l'un des responsables de l'organisation « Jeune Front » créée sous l'Occupation par Clémenti. Le système est le même que celui mis au point par des giscardiens. Les facturations de stages qui n'existent en fait que sur le papier, permettent des transferts de fonds des entreprises au syndicat maison.

Avec une bonne dose de naïveté, certains pourraient penser que les entreprises de formation permanente agréées par l'Education nationale offrent plus de garantie. La société nouvelle Interlangue prouve qu'il n'en est rien. Et que bien souvent la formation permanente permet à l'employeur de renforcer son emprise sur les travailleurs. C'est ainsi que lorsqu'Interlangue assurait les cours d'alphabétisation chez Citroën, les militants C.f.t. étaient présents dans l'unique but de surveiller professeurs et élèves. Et selon la section C.f.d.t. d'Interlangue, « chaque semaine un rapport précis sur les propos tenus par les élèves était fourni au responsable C.f.t. de l'usine. C'est-à-dire à la direction. »

...Toujours Vichy et Ordre nouveau

Bien évidemment, le laxisme qui préside à l'application de la loi sur la formation permanente permet de la transformer pour l'utiliser à des fins politiques. C'est sur ce principe que fonctionne au 199bd Saint-Germain à Paris, l'Institut supérieur du travail. Curieusement cet institut est agréé par l'Education nationale sous le n° 357. Cela devrait signifier qu'il s'agit bien de former des cadres et des employés et non de les entraîner dans une école de guerre contre les syndicats. C'est pourtant bien de ça qu'il s'agit.

Officiellement cet institut doit « donner un complément d'information à ceux qui, dans les entreprises, ont à des niveaux de responsabilités, la charge des contacts avec les organisations syndicales et de les aider à réfléchir sur leur propre expérience. » Un programme déjà inquiétant.

Tout s'éclaire quand on découvre les noms des professeurs. Ils ont tous appartenus, de Vichy à Ordre nouveau, à l'activisme le plus droitier. Et l'on retrouve parmi eux un responsable républicain-indépendant, Alain Madelin, qui était le directeur de publication de « Spécial-banlieue », un des journaux anti-Mitterrand saisi par décision de justice. Cette officine facture 2 stages de 4 jours pour la somme de 3 000 F. Coût pour la journée : 380 F par stagiaire. Ce qui doit laisser, là aussi, un beau bénéfice à l'arrivée, et permettre de dégager des sommes utilisées à toute autre chose que la formation, même anti-syndicale, des cadres. D'ailleurs, on découvre dans l'organigramme de cette officine, deux responsables du Conseil national du patronat français, Jean-Paul Antona, de la très riche Fédération du bâtiment et Dabosville, responsable de l'Union des industries métallurgiques et minières qui s'est fait un certain renom en finançant presque tout ce que Paris compte de militants d'extrême-droite.

Une telle structure qui assure tout à la fois une fonction d'enseignement et une fonction de financement apparaît, aux termes de cette enquête, comme le but poursuivi par beaucoup. L'opération des giscardiens conduit à terme à la mise en place d'une structure identique.

Depuis 1968, on a vu se développer les milices patronales, les firmes d'intérim bidons, les polices parallèles et les officines de formation permanente. Chaque fois la droite et le patronat ont profité des faiblesses d'une législation pour mettre sur pied des structures policières. Ce que nous avons écrit dans cette enquête, le phénomène que nous avons décrit chez Peugeot, ou Berliet, les pratiques des giscardiens, tout cela est connu par les autorités de ce pays. Par les policiers. Par les magistrats. Par le ministère du Travail. Par les syndicats patronaux. Mais personne ne veut en parler. Chacun en profite. Chacun se tait.

NICOLAS BRIMO

Au risque de vous plaire



Livres

LITTERATURE

*** Helen Gardner : T.S. Eliot (Seghers).**

On connaît l'auteur de « Meurtre dans la cathédrale », prix Nobel de littérature en 1948. On connaît peu le poète et spécialiste de théâtre qu'il fut : c'est à cet aspect de l'écrivain qu'est consacrée l'étude d'Helen Gardner.

ROMANS

*** Soljenitsyne : Le chêne et le veau (Le Seuil).**

De ses mémoires de « combattant clandestin », Soljenitsyne a fait un « roman autobiographique ».

*** Douglas Fairbairn : Feu ! (Denoël).**

Comment, dans une petite ville des Etats-Unis, des anciens du Vietnam, nostalgiques de « leur » guerre, organisent une expédition punitive...

*** Jean Allier : Le nouveau patron (Denoël).**

L'entreprise vue de l'intérieur, racontée par un jeune cadre autodidacte. Féroce.

POLITIQUE

*** Claude Boris : Les tigres de papier (Le Seuil).**

Un pamphlet cruel de la presse traditionnelle : défense et illustration du capitalisme, telle est son unique fonction. Rien à voir avec « l'information ». Ce livre est aussi une exaltation de la « presse libre ».

*** Paul Granet : Changer la ville (Grasset).**

Monsieur le ministre est bien bon de se pencher sur le sort des « urbains ». Mais croit-il sérieusement que la majorité et le gouvernement auxquels il appartient changeront quoi que ce soit ?

*** Suzanne Berger : Les paysans contre la politique (Le Seuil).**

La paysannerie change : elle fut « chouanne » et conservatrice, elle se met actuellement en colère. Suzanne Berger, analysant le monde rural en Bretagne de 1911 à 1974, montre les étapes de cette évolution.

*** Marx : Critique du droit politique hégélien (Editions sociales).**

Un travail de 1843. Un tournant important : dans ces pages, Marx abandonne toute trace d'idéalisme pour le matérialisme.

*** W.W. Rostow : Les étapes du développement politique (Le Seuil).**

Un antimarxiste américain qui fut le collaborateur des présidents Kennedy et Johnson. Il en tire une « théorie de la croissance » que les spécialistes jugeront bien légère.

*** Michel Winock : Histoire politique de la revue « Esprit », 1930-1950 (Le Seuil).**

Des hommes libres, des intellectuels ont été confrontés aux drames du siècle : « Esprit » a été le creuset où leur lutte a été recueillie.

ECONOMIE

*** Jean Rivoli : Le budget de l'Etat (Le Seuil).**

Un haut fonctionnaire du ministère des Finances analyse les choix annuels de l'Etat : budget démocratique ou budget technocratique ? Les Français connaissent déjà la réponse.

SOCIETE

*** Philippe Boitel : Trois millions d'handicapés (Stock).**

Infirmes, accidentés du travail, inadaptés sociaux... Il y a 3 millions de handicapés et autant de familles concernées. Que la société française — ou, en tout cas, ses dirigeants actuels — abandonne presque totalement. Un combat que ce livre doit aider à mener.

*** Jean-Pierre Moulin : Comment peut-on ne pas être Français ? (Editions Jean-Claude Lattès).**

La France vue par un Suisse, écrivain et correspondant à Paris de « la Tribune de Lausanne ».

*** Guide Kléber : France 1975.**

La bonne table, les bons hôtels, les bons circuits, les bons produits ; une France du plaisir et du bien vivre qui n'est pas encore, hélas, à la portée de tous.

*** Clefs pour la franc-maçonnerie (Seghers).**

Pourquoi et comment s'est constituée et dure depuis trois siècles cette « maçonnerie » que l'on connaît fort peu si l'on n'en est pas membre.

*** Tsiganes et Gitans (Le Chêne).**

50 pages de textes et, surtout, 195 photographies. Puissent ces lignes et ces visages aider à faire cesser l'ignorance (voyez votre Petit Larousse), le racisme et la xénophobie dont est trop souvent victime ce peuple nomade.

*** André Chaleil : L'initiation (Stock).**

Voyage chez les derniers lamas du Thibet.

*** Konrad Lorenz : Entretiens avec Eric Laurent (Stock).**

La transcription, attendue, des entretiens de France-Culture l'an dernier avec ce Nobel de médecine, fondateur de l'ethologie (comportement animal). Les oies de Lorenz nous donnent-elles la clé de l'agressivité des hommes ?

ART

*** André Masson : La mémoire du monde (Skira).**

*** Jean Tardieu : Obscurité du jour (Skira)**

Les deux derniers volumes de la remarquable collection Les sentiers de la création. Cette série qui nous a déjà valu « Imaginaires » de Jacques Prévert, « La nuit talismanique » de René Char, « Emergences-Résurgences » d'Henri Michaux et « La botte à nique » de Jean Dubuffet.

*** Volker Kahmen : La photographie est-elle un art ? (Editions du Chêne).**

Simple produit social ou technique artistique ? 370 contributions photographiques et une passionnante étude tentent de trancher.

*** Jean-Marie Drot : Journal de voyage chez les peintres de la Fête et du Vaudou en Haïti (Skira)**

Douanier Rousseau, prends garde ! Tu n'es plus le seul naïf génial. Là-bas ils sont des centaines à savoir tenir le pinceau comme toi.

*** La caricature, art et manifeste (Skira).**

Une histoire et une anthologie. Qui s'ouvre sur une mosaïque romaine et se ferme sur une pochade de Ronald Searl. Un ouvrage d'une richesse et d'une densité rare. Un livre précis qui, venant du fond des âges, passe par Goya et Daumier pour nous mener à Sempé, Siné, Tim et Folon. La préface de Claude Roy souligne la permanence des thèmes d'une époque à l'autre.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes (Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

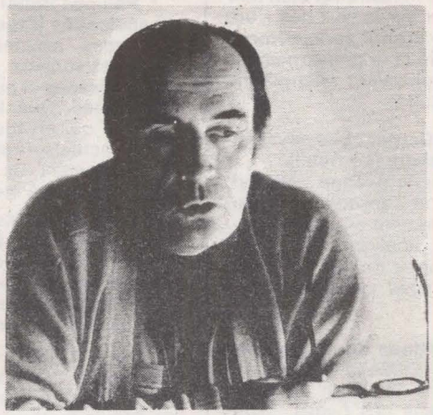
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Lundi 4 mai

Cet hiver j'ai dîné chez Edmonde et Gaston Defferre avec Carlos Rafael Rodriguez, l'un des quatre vice-premiers ministres de Cuba, revenu tâter à Paris les bonnes intentions affichées par le gouvernement français à l'égard de son pays. Carlos était en verve. Le contraire nous eût surpris. Ce personnage narquois, attentif et discret a le don du trait, de l'anecdote en demi-teinte. Rien de commun avec l'esprit parisien tel qu'on le pratique aujourd'hui, cendre froide de ce qui fut l'esprit d'un Voltaire, d'un Rivarol ou d'un Joubert. Je sais de quoi je parle. J'ai approché pendant dix années, dix années de trop, ce milieu dit du Tout-Paris qui répète indéfiniment les mêmes choses et sur le même ton sans se lasser de son ennui, persuadé qu'il exerce un gouvernement sur les mœurs alors qu'il n'inspire même plus les modes. J'étais séduit, eh oui !, par ce qui maintenant me révulse, le cocktail de petites drogues que s'administre à longueur d'existence une société qui croit apaiser ses passions quand elle n'a que des besoins.

L'économie du mot est une qualité de style que je goûte entre toutes. Carlos Rafael va vite. Quel plaisir de suivre la trace des phrases que la bouche n'a pas prononcées ! Et quelle belle tête d'Espagnol ! Telle qu'on imagine un Espagnol à belle tête, je veux dire descendu d'un tableau du Greco plutôt que de Velasquez (jugement que je n'émets pas en termes esthétiques : je préfère Velasquez), face longue, étirée, faite pour hanter le ciel mais amoureuse de son corps et que la vieillesse, on le devine, arrondira, car si l'on n'en meurt pas, arrive l'heure où les contradictions vous engraissent.

A moins d'une semaine de mon retour d'U.r.s.s. je peux écrire que je n'ai pas entendu propos plus pénétrants sur les Russes et sur la Russie que ceux de Carlos Rafael ce soir-là. Sur les communistes aussi, dont il est. A l'occasion je raconterai pourquoi.

Mardi 5 mai

Mohammed Cherif, jeune Marocain, employé depuis quatre ans chez un patron-pêcheur à Marseille, est convoqué le 11 avril par la police. Il disparaît pendant six jours. On le retrouve à Sète, sans papiers, sans argent. Aux questions qu'on lui pose, il répond qu'il s'est rendu à la convocation de la police, qu'on l'a conduit en fourgon au hangar de la Joliette, moins joliment appelé « centre d'hébergement d'Arenc », et qu'on l'y a retenu jusqu'à ce qu'on l'expédiât à Sète afin d'y être embarqué avec cinq autres Marocains à destination de leur pays. Par un détour administratif qu'il ignore, ses compagnons sont partis tandis qu'il est resté à quai. Il raconte un peu plus tard son aventure et l'affaire d'Arenc commence.

A Marseille encore, Ahmed Benia, dix-huit ans, fils d'un ressortissant algérien en France depuis 30 ans, est condamné à un an de prison avec sursis. A la levée d'écrou, au lieu d'être remis à ses parents qui l'attendent, la police l'emmène menottes aux mains à Arenc. Ses parents espèrent encore des nouvelles.

Toujours à Marseille, un Algérien du nom de Salah Berebouh sort du cabinet de Monsieur Di Gardia, juge d'instruction. Inculpé et placé en liberté provisoire sous contrôle judiciaire, il est aussitôt arrêté et « hébergé » à Arenc, avant d'être trois jours plus tard expulsé en Algérie. De retour, il se présente à nouveau devant le juge d'instruction et lui explique la raison pour laquelle il n'a pu se soumettre chaque semaine, comme l'y obligeait la loi, aux formalités du contrôle judiciaire. On le rassure, si j'ose dire, en lui expliquant que l'arrêté d'expulsion avait automatiquement levé cette obligation. Le magistrat lui précise cependant que l'instruction continue.

Là-dessus, on apprend que le 26 avril, un autre pensionnaire du centre d'Arenc a tenté de se suicider. La police ayant appelé le substitut Pierrard pour lui annoncer « l'accident », ce dernier ne put qu'observer que la victime, n'ayant fait l'objet d'aucune inculpation, d'aucun contrôle d'ordre judiciaire et donc d'aucun mandat de dépôt, il déclinait toute compétence.

Voilà pourquoi notre président du groupe parlementaire a interrogé et mis en cause à l'Assemblée nationale le ministre de la Justice. M. Chirac s'en est mêlé. M. Poniatowski aussi. Bien entendu le ministre de l'Intérieur nie qu'il n'y ait là dedans quoi que ce soit d'anormal. « Les personnes qui sont dans ce centre, a-t-il dit, ne sont pas détenues, elles sont hébergées en attendant le refoulement qui est conforme aux dispositions légales et réglementaires existantes. » M. Poniatowski ajoute : « Je crois que 60 %, si je me souviens bien, sont refoulées dans les 48 heures qui suivent leur arrivée. » Hum ! Et les 40 % ?

Que de questions viennent à l'esprit ! Et d'abord celle-ci : existe-t-il en France des camps d'internement ? Les informations que je possède m'en convainquent. Outre Arenc, on parle de « centres d'hébergement » à Bordeaux et au Havre. Pour ce qui concerne Arenc, le doute n'est plus possible. On connaît les locaux, leur répartition en quatre compartiments selon l'origine et le sexe des détenus — sans omettre un cinquième réduit où sont enfermés les isolés. On dit même qu'il y aurait eu, le 26 février, un début de mutinerie. Le 25 avril le préfet de Police — crainte du scandale ? — a visité les lieux et ordonné de les décongestionner.

Le Syndicat des avocats de France estime que dans tous les cas d'internement, actuellement signalés, « il s'agit d'incarcérations arbitraires punies par les articles 248 et suivants du Code pénal qui prévoient de 5 à 20 ans d'emprisonnement et une destitution administrative pour ceux qui s'en rendent coupables », que le ministre de l'Intérieur joue avec les mots, qu'il y a bien en France des prisons clandestines.

Question subsidiaire : le président de la République connaissait-il l'existence du « centre d'Arenc » quand il s'est rendu à Marseille pour étudier sur place les conditions de vie des travailleurs immigrés ?